

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

L'Allemagne et la Révolution (*Boris Souvarine*).
— Lénine, comme savant (*L. Litvinov*). — Grand
chef et grand homme (*N. Semachko*). — Ma
première rencontre avec Lénine (*Steklov*). —
Résolution de la 13^e Conférence du P. C. R. —

La Leçon des Evénements d'Allemagne (*Le
Comité Exécutif de l'Internationale Communiste*).
— Mac Donald au pouvoir (*Jean Fontanilles*). —
A la veille de la Révolution (*A. Chliapnikov*). —
L'opinion des militants (*B. S.*).

L'Allemagne et la Révolution

Nous publions plus loin la résolution de l'Exécutif sur « la leçon des événements d'Allemagne ». Le rapport de G. Zinoviev, paru dans le dernier *Bulletin*, concernait les mêmes événements et tendait aussi à en dégager des leçons. Ces deux documents complémentaires donnent aux sections de l'Internationale une bonne base de discussion.

L'Exécutif, en raison des fautes commises par notre Parti allemand, juge nécessaire d'attirer l'attention de toute l'Internationale sur l'application de la tactique du front unique. En effet, la politique pratiquée par nos camarades allemands vis-à-vis des social-démocrates de gauche, et principalement leur participation au gouvernement ouvrier saxon, ont mis en lumière les dangers que comporte une mauvaise compréhension de notre tactique.

L'Exécutif dévoile et analyse impitoyablement ces fautes, afin qu'elles préservent le mouvement révolutionnaire allemand et mondial de répétitions plus coûteuses encore. Toute l'Internationale souscrira certainement à sa critique. Pour notre part, nous en avons pris connaissance avec d'autant plus de satisfaction qu'elle correspond absolument à celle dont nous avons pris l'initiative, au milieu de l'an dernier, à propos des méthodes que notre Parti commençait à pratiquer en France.

Les règles que l'Internationale s'est tracées depuis décembre 1921 sont excellentes et il n'y a rien à y changer. C'est à nous de les suivre d'une manière compréhensive, souple et énergique à la fois. Le renoncement de notre Parti à l'initiative, sa soumission à des influences extérieures, la façon dont certains se faisaient publiquement les porte-parole du Parti. — tout cela caractérisait une déviation que nous avons combattue et que le Congrès de Lyon a expressément corrigée. C'est

dire que notre Parti est allé au-devant de l'opinion de l'Exécutif sur ce sujet important.

Notre Parti doit toujours rester lui-même, conserver sa physionomie propre, garder son entière liberté de critique et sa faculté de mouvement : telle est la notion intangible qu'on ne peut enfreindre sans vicier toute notre tactique. Nos camarades allemands ont payé cher l'illusion à laquelle ils se sont laissés gagner, à l'égard des social-démocrates de gauche ; cela devrait suffire pour enseigner à tous nos Partis qu'ils ne doivent jamais compter que sur eux-mêmes.

Passant à l'étude de la retraite d'Octobre, l'Exécutif reconnaît d'abord franchement sa propre erreur d'appréciation, partagée avec le Parti allemand :

« Le Parti reconnut trop tard la maturité de la situation révolutionnaire en Allemagne. Le Comité Exécutif de l' I. C., de son côté, ne concentra pas une attention suffisante sur le dénouement imminent, de sorte qu'on aborda trop tard les préparatifs les plus importants. »

Zinoviev a également reconnu les responsabilités du Comité Central russe et les siennes propres :

« Je dois dire que le Comité Central du P. C. R. tout entier et surtout son Bureau Politique porte en réalité la responsabilité de nos opinions sur la question allemande. Pour ce qui est des événements d'Allemagne, la plupart de nos décisions ont été prises à l'unanimité ; nous en portons donc collectivement la responsabilité. Ce qui ne veut pas dire que la mienne propre ne soit pas très grande. »

Avant de prononcer ces paroles, Zinoviev avait signalé que « l'opposition » russe, et notamment Radek, ont voulu se décharger de leur part de responsabilités dans l'affaire. C'est évidemment inadmissible. Les dirigeants du Parti allemand, précisément en raison de leur rôle, ont eu le plus de responsabilités

dans l'échec et Radek, dont l'influence a toujours été si grande sur la direction du Parti allemand, doit reconnaître des responsabilités proportionnelles à son influence. Il ne s'agit pas de savoir si tel camarade personnellement a vu plus clair sur tel point ou tel autre. Dans l'ensemble, c'est tout l'Exécutif qui est responsable.

Les délégués français n'ont pour ainsi dire joué aucun rôle dirigeant en l'occurrence mais ce ne serait pas une raison de se dérober aux responsabilités communes. Quand nous acceptons des résolutions proposées par d'autres, c'est que nous ne sommes pas capables de les amender. Nous n'avons qu'à travailler pour exercer une influence plus grande dans l'Internationale, si nous nous sentons en mesure d'intervenir pour une meilleure orientation.

Il est vrai que Radek, en général, inclinait à considérer la marche des événements comme devant être beaucoup plus lente que d'autres le pensaient (1). Pour savoir si sa conception d'ensemble est plus juste qu'une autre, il faudrait examiner à fond toutes les données de la situation, ce qui n'est pas encore fait. La résolution de l'Exécutif et le rapport de Zinoviev portent essentiellement sur les fautes des communistes, qui constituent une part importante dans les raisons de notre échec, non les seules.

L'issue d'un mouvement révolutionnaire dépend non seulement de notre offensive mais de la capacité de résistance de l'ennemi, c'est-à-dire dans le cas présent de l'Etat bourgeois, des organisations blanches et de la social-démocratie. Dans quelle mesure avons-nous apprécié justement la désagrégation de la social-démocratie et l'impuissance de l'Etat ? Voilà ce qu'il faudrait approfondir. Ceci sans préjudice, naturellement, de la vérification de notre interprétation des conditions objectives.

Notre idée générale de la marche de la révolution en Europe, des fluctuations de la crise du régime, a été formulée au III^e Congrès de l'Internationale et confirmée ensuite. Rien n'a été dit depuis qui soit de nature à modifier notre thèse d'alors. En principe, la possibilité de rectifier notre appréciation de la situation n'est jamais exclue et l'Internationale ne s'est pas privée de le faire dès qu'il est apparu évident que le cours révolutionnaire se développerait plus lentement que nos camarades russes l'avaient escompté en 1917-1918 ; mais dans l'état de choses présent, il n'a pas été produit d'argument assez pressant pour déterminer un nouveau tracé de nos perspectives révolutionnaires.

(1) En ce qui concerne sa proposition de renoncer à la « journée antifasciste », en prévision d'un guet-apens et d'un massacre, il faut dire que l'Exécutif l'adopta comme venant de la représentation russe, non du seul Radek. Nous ne connaissions pas alors les divergences de vues entre nos camarades russes.

Les événements d'Allemagne doivent-ils provoquer une révision du point de vue adopté au III^e Congrès ? Nous n'en voyons nullement la raison. La déception inévitable consecutive à une défaite ne supplée pas à une bonne analyse de la situation. L'analyse faite par Trotsky et Varga en 1921 est-elle caduque ou toujours valable ? C'est toute la question. Or, nous la considérons comme valable encore trois mois avant la retraite d'Octobre, à un moment où personne ne prévoyait si proches les combats décisifs en Allemagne. Que le cours des événements se soit précipité, ait suscité des espérances, la « grande attente » dont parle Zinoviev, puis que l'expérience décevante ait montré notre Parti allemand soit comme ayant mal estimé le rapport des forces, soit comme s'étant montré inférieur à sa tâche historique, — il n'y a rien là qui entame l'ensemble des vues de l'Internationale.

Pour poser la question d'une révision des thèses du III^e Congrès, il faudrait mettre en cause la véracité des évaluations d'alors, rectifier notre analyse du développement de l'économie capitaliste, et non s'appuyer sur l'expérience d'une tentative malheureuse dont l'issue prouve *peut-être* seulement l'insuffisance de notre Parti, peut-être autre chose qui n'est pas établi. L'Internationale elle-même voudra vérifier sa ligne sans l'abandonner aux influences de « droite » ou de « gauche », et dans le seul intérêt de la révolution.

L'étude de la leçon des événements d'Allemagne exige un véritable esprit critique révolutionnaire et marxiste, et serait faussée par toute opinion *préconçue* soi-disant de « droite » ou de « gauche ». Il ne s'agit ni de droite, ni de gauche, mais de conditions et de facteurs concrets et de leur appréciation exacte. Par exemple, Zinoviev a posé nettement la question : « *Fallait-il battre en retraite et battre en retraite sans combat ?* » Pour donner une réponse juste, il faut connaître l'essentiel des conditions réelles de la lutte, des vrais rapports de forces, des chances de succès, — et envisager aussi les conséquences possibles ou probables. Celui qui se fie à son tempérament combattif ou à son esprit prudent ne résoudra pas la question. Les fautes commises par la Direction du Parti sont évidentes et reconnues par tous ; les trois tendances du Parti conviennent de la nécessité de la retraite ; reste l'interrogation : sans combat ou avec ? Cela dépend : si les camarades qualifiés ont de solides raisons de croire que nous aurions eu un « Hambourg » généralisé, on doit répondre *avec combat* ; mais s'ils peuvent dûment établir que nous serions allés à une hécatombe, la réponse est *sans combat*. C'est l'intérêt de la révolution qui doit seul nous dicter notre opinion.

Nous aurons beaucoup à discuter des événements d'Allemagne. Ceci n'est qu'un petit commencement.

Boris SOUVARINE.

Lénine, comme savant

Lénine était incontestablement un très grand savant. Aucune branche de la science contemporaine ne lui était étrangère. C'est ce que prouve la lecture attentive de ses innombrables travaux. Il y a beaucoup à écrire sur Lénine économiste, historien, philosophe, etc. Nous nous bornerons ici à donner une brève caractéristique de son activité scientifique.

Les mérites scientifiques de Lénine sont immenses. Si Marx a découvert la classe ouvrière en général, Lénine l'a découverte en Russie. Son *Développement du capitalisme en Russie* stupéfia ses contemporains. Lénine, pour employer l'expression d'un professeur bourgeois, a découvert le capitalisme en Russie comme Christophe Colomb a découvert l'Amérique. Dans son ouvrage *l'Etat et la Révolution*, il a donné une théorie nouvelle, précise, claire, de l'Etat, en a démontré le caractère de classe et en a exposé le rôle dans la révolution. Dans son *Impérialisme*, il a, après les tentatives infructueuses d'un grand nombre de savants, dont Hilferding, donné une définition et un tableau net de l'impérialisme, dernière étape du capitalisme monopolisateur, en décomposition. Il est l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages sur la question agraire, ouvrages de très grande valeur et encore insuffisamment étudiés. Il était également un philosophe génial. Matérialiste des pieds à la tête, il était étranger à tout idéalisme, y compris le kantisme (dont Plékhanov lui-même n'est pas exempt) et le mysticisme.

Mais c'est un savant d'une espèce particulière. Il haït la science pour la science. Il ne reconnaît pas la science de cabinet, la science qui se renferme dans sa tour d'ivoire. Entre ses mains, la science vit ; il lui infuse son activité. La science n'existe que pour la vie ; mais la vie est une lutte et, tant que subsiste la société de classes, la plus haute forme de lutte est la révolution. Donc, la science doit servir la révolution. Lénine la fait, qu'elle le veuille ou non, servir la cause de l'émancipation du prolétariat. Toutes les sciences, sans exception aucune, doivent servir cette fin. Avec quelle intelligence, quel génie, Lénine, qui n'a jamais prétendu au titre d'historien, utilise l'histoire pour justifier la paix de Brest.

Il n'est pas jusqu'à la philosophie, cette science morte entre toutes, qu'il ne vivifie. Un spécialiste éminent, le professeur Timiriazev, déclare que *Matérialisme et Empiro-criticisme* renferme sur la nature et l'importance de l'expérience dans les sciences naturelles des pages géniales qui n'ont pas été dépassées. Des savants bourgeois auxquels il en donna lecture en furent enthousiasmés et déclarèrent qu'elles n'avaient pu être écrites que par un savant physicien. C'est pourquoi les eunu-

ques et les momies de la philosophie (même marxiste) se refusent obstinément jusqu'à présent à reconnaître Lénine comme un philosophe, ou tout au moins comme un philosophe « véritable ». Il fut un philosophe, mais d'une espèce particulière. Entre ses mains comme entre celles de son maître Karl Marx, la philosophie devint une science vivante ; il la força à intervenir dans la discussion de fraction des bolcheviks et à aider le prolétariat à épurer les rangs de son avant-garde.

Spengler avait mille fois raison lorsqu'il affirmait que dans toute classe en décadence (chez lui le mot « classe » est remplacé par celui de « culture »), la science se détache de la vie, le savant cesse d'être un homme politique, devient un homme de cabinet, un être inactif. Le politicien n'a que du mépris pour le savant. Il en fut ainsi chez les Grecs à l'époque de leur décadence. Il en est ainsi maintenant dans la bourgeoisie. Presque tous les politiciens bourgeois contemporains (sans en excepter Lloyd George) sont dans l'acceptation intégrale du terme des ignorants. Il n'en est pas de même du prolétariat jeune, plein de force. Il ne reconnaît pas la séparation de la vie et de la science. Dans sa lutte de classe journalière, ce sont ses savants qui sont ses chefs. Karl Marx fut un de ces savants ; Lénine également, dans une plus grande mesure encore.

Durant les années de la révolution, on a beaucoup parlé chez nous de la science prolétarienne. Paraphrasant la célèbre parole d'Engels, nous avons entièrement le droit de dire : Voulez-vous savoir ce qu'est la science du prolétariat ? Regardez Lénine. Voilà la science du prolétariat ». Entre les mains de Lénine, la science est comme l'arme aux mains du combattant de barricades. A coups de chiffres et de données scientifiques, il fracasse le crâne des adversaires de la classe ouvrière, des conciliateurs de tout acabit. Par son *Développement du capitalisme en Russie*, il porte en 1890 un coup foudroyant aux *narodniki*. Dans ses articles économiques, il démasque les marxistes légaux. Par son *Impérialisme*, au moment de la tuerie mondiale, il démasque le capitalisme dans toute sa hideur. *L'Etat et la Révolution* et *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* montrent que le grand pontife de la II^e Internationale n'est qu'un cadavre politique en putréfaction. Par *Matérialisme et Empiro-criticisme*, il épure, pendant les années du triomphe de la réaction, l'idéologie bolcheviste de toute hétérodoxie.

Etudions Lénine avec ardeur ; apprenons à son école à utiliser la science pour la grande cause de l'émancipation de l'humanité.

L. LEVINOV.

Grand chef et grand homme

Aux yeux de l'histoire, Lénine est essentiellement un chef. Or, c'est surtout aux moments les plus difficiles qu'on reconnaît les chefs : celui qui sait trouver dans les ténèbres la voie juste, conduire le navire entre les écueils et tenir ferme le gouvernail aux tournants dangereux est véritablement digne du nom de chef.

A l'aurore du mouvement ouvrier, lorsque notre Parti commençait à se constituer, Lénine en indiqua nettement les formes d'organisation. Au 2^e Congrès où les mencheviks défendaient le principe vague de la « sympathie au programme du Parti » comme base de l'organisation, Lénine prévint que cette base inconsistante allait infailliblement donner aux opportunistes le moyen de désagréger le Parti. Et aux mencheviks qui lui demandaient ce que devait être l'organisation du Parti, il répondit en montrant son poing fortement serré. Le parti bolchevik qu'il créa fut en effet un bloc, et ce n'est que grâce à son unité, à sa cohésion et à sa solidité qu'il put remporter de brillantes victoires sur ses ennemis.

Le mouvement ouvrier se développe. Au printemps de 1905, au 3^e Congrès, Lénine formule déjà nettement la tâche du Parti et la ligne de la révolution : préparation de l'insurrection armée, alliance avec la paysannerie contre l'autocratie et la bourgeoisie traîtresse. Combien misérables nous semblent maintenant les objections des mencheviks et combien claire la position de Lénine ! Mais cela se passait il y a presque vingt ans, époque à laquelle on ne faisait encore que poser les jalons du développement de la révolution, qui vint brillamment les pronostics de Lénine.

L'insurrection de 1905 est écrasée. Elle est suivie, en 1906-1907, de la réaction la plus féroce. C'est alors que Plékhanov prononce sa fameuse phrase : « Il ne fallait pas prendre les armes ». Les milieux intellectuels renient la révolution ou se laissent aller à l'abattement. Les mencheviks cherchent à s'adapter à la « légalité » stolypinienne. Avec un petit groupe de révolutionnaires fermes et les débris des organisations russes, Lénine lance une attaque furieuse contre les mencheviks « stolypiens », combat pour les mots d'ordre révolutionnaires intégraux, le parti illégal, la préparation d'une nouvelle insurrection. Il entreprend cette lutte presque seul, mais d'année en année, il rallie autour de lui un nombre de plus en plus grand d'ouvriers révolutionnaires. Son parti sort des épreuves encore plus fortes, mieux trempé qu'auparavant. L'opportunisme et les embryons d'anarchisme en sont définitivement expulsés. Et, en même temps que le Parti, la révolution est sauvée.

Arrive la guerre. La Russie, l'Europe tout entière se transforment en une maison d'aliénés. Partout, c'est le triomphe du patriotisme, partout

on réclame la guerre « jusqu'au bout ». Ouvertement, sous les clameurs d'indignation et les huées, Lénine lance le mot d'ordre : « Guerre à la guerre ! Vive la défaite ! » que les internationalistes eux-mêmes ne peuvent digérer et qu'ils remplacent par : « Ni défaite, ni victoire ». Lénine raille les compromis des faibles, tonne contre le chauvinisme, la trahison. De nouveau, il est presque seul au début, puis il entraîne à sa suite tout ce qu'il y a de révolutionnaire en Russie et en Europe. La guerre se termine par la révolution.

1917. L'autocratie est renversée. C'est le moment de la « paix civile » et de « l'allégresse générale ». Mais le pouvoir est entre les mains de la bourgeoisie. Lénine arbore le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ». De nouveau, il est calomnié, traité d'espion allemand, en butte aux persécutions et obligé de se réfugier dans une hutte en Finlande. Et les gens posés disent : « Vous allez trop vite ; vous faites le jeu de la réaction ».

Or, trois mois après, Lénine dirige l'insurrection des ouvriers et des soldats et instaure le pouvoir des Soviets.

1918. Les Allemands nous pressent. Notre armée ne veut pas combattre. Les s.-r. de gauche et même quelques bolcheviks crient : « La guerre contre les Allemands à tout prix. » Trotsky dit : « Ni la paix ni la guerre. » Lénine écrit : « Il est clair pour tous (sauf peut-être pour ceux qui se grisent de mots) que risquer la guerre sans forces, sans armée aucune, c'est se lancer dans l'aventure... Si nous pouvons obtenir une paix séparée archi-désavantageuse, il faut résolument l'accepter dans l'intérêt de la révolution socialiste. »

La paix archi-désavantageuse de Brest fut conclue ; un an après, elle n'était plus qu'un chiffon de papier. La révolution allemande éclata. La « révolution socialiste » avait gagné.

Arrive l'année 1921. La guerre est terminée. Le communisme de guerre a fait son temps. L'histoire effectue un brusque tournant. Lénine scrute le lointain et déclare : « Tout d'abord, améliorons la situation des paysans. Moyens : institution de l'impôt alimentaire, développement du chiffre d'affaires de l'agriculture avec l'industrie et développement de la petite industrie. » En 1923, malade déjà, il répète : « Nous devons être extrêmement prudents afin de conserver notre pouvoir ouvrier, afin de maintenir les petits paysans sous son autorité et sa direction ».

On trouvera difficilement dans l'histoire un homme possédant une telle perspicacité, une vision aussi claire de l'avenir, distinguant si bien les écueils et les obstacles de toutes sortes, sachant tenir avec une telle fermeté le gouvernail aux tournants difficiles.

Tel est, en Lénine, le chef dont la figure se des-

sine nettement sur le fond des événements historiques et se reflète clairement dans ses œuvres.

Mais il est aussi un grand homme. Notre devoir à nous tous, qui avons eu le bonheur d'être ses contemporains, est d'aider à fixer sa personnalité multiple. Nombreux sont ceux, paysans et ouvriers, communistes et non-communistes, savants et littérateurs, qui ont été en contact avec Lénine. Les entrevues qu'ils avaient avec lui ne ressemblaient en rien aux réceptions officielles d'un chef de gouvernement débitant des phrases laconiques autant que banales. Chacun sortait de chez lui avec un conseil, une mission, une indication et se sentait reconforté. Nous, qui avons

les contemporains de Lénine, nous devons transmettre à la postérité nos souvenirs personnels sur lui. Car Lénine était non seulement l'effroi de nos ennemis, mais le soutien et l'appui de ses amis et de tous ceux qui venaient à lui. Il n'avait pas de vie personnelle ; chaque minute de son existence était consacrée à l'action sociale. Si modestes, si peu nombreux que soient ses souvenirs isolés sur Lénine, chacun de nous se doit de les communiquer à la collectivité pour qu'ils passent à la postérité, car ce n'est que de ces lambeaux que nous arriverons à reconstituer intégralement cette figure gigantesque.

N. SEMACHKO.

Ma première rencontre avec Lénine

C'était en Suisse, en été 1900. Mais, pour l'intelligence des circonstances de notre rencontre, il me faudra revenir quelque peu en arrière.

En 1898, déjà, dans la région des Yakoutes, où j'étais déporté, apparurent les premiers indices de la scission future du Parti social-démocrate, les premières manifestations de l'« économisme » ou opportunisme. Une furieuse polémique s'y éleva entre la tendance modérée, qui reçut plus tard le nom d'« économisme », et la tendance de gauche, révolutionnaire. Les mots « bolchevisme » et « communisme » n'étaient pas encore en usage. Tous, nous nous intitulations social-démocrates ; quant aux partisans de la tendance « politique », ils s'appelaient, pour se distinguer des économistes, social-démocrates de « gauche » ou « révolutionnaires ». J'appartenais à ces derniers.

Dans les autres colonies de déportation également se déroulait une lutte sur le même sujet entre vieux et jeunes. Certes, ces termes ne doivent pas être compris au sens littéral. Nous, les gauches, nous n'étions pas plus âgés que ceux qu'on appelait les jeunes. Mais les premiers convois de social-démocrates envoyés en déportation étaient composés principalement de « politiques » ou de « gauches », et ceux qui commencèrent à arriver à partir de 1898 étaient déjà légèrement teintés d'« économisme » et d'opportunisme. Et c'est alors que j'appris que, parmi les vieux, c'est-à-dire parmi les partisans de la tendance révolutionnaire dans la social-démocratie, il y avait entre autres un certain Vladimir Ilitch Oulianov, qui se trouvait à Minoussinsk, où il avait été déporté pour trois ans.

A cette époque, Oulianov n'était connu que dans un cercle assez restreint, limité surtout aux camarades de Saint-Petersbourg. Personnellement, je le connaissais déjà en tant qu'auteur d'un article remarquable imprimé dans un recueil marxiste brûlé en 1895 par la censure et intitulé : *Matériaux pour la caractéristique du développement économique de la Russie*. Dans cet article, publié sous la signature de K. Toulina, Lénine critiquait violemment P. Strouvé, auteur des fameuses *Remarques critiques* parues en 1894.

Cet article, je m'en souviens, avait produit sur moi une forte impression. L'auteur en était complètement inconnu, il ne faisait que débiter dans la littérature. Néanmoins, il parlait d'un ton si

impérieux, développait, résolvait les problèmes et lançait des condamnations avec une telle autorité qu'on aurait pu le prendre pour un leader de premier plan doué d'une longue expérience politique et littéraire. D'autre part, à le lire, on était amené involontairement à comparer son attitude envers Strouvé à celle de Plékhanov envers le même Strouvé dans son livre : *Le point de vue moniste sur l'histoire*, paru un an avant sous le pseudonyme de Beltov. Malgré son expérience et son habileté, Plékhanov n'avait pas trouvé dans son arsenal d'arguments décisifs pour frapper Strouvé qui, pourtant bourgeois à fond, montrait déjà le bout de l'oreille. Il avait même pris sa défense contre Mikhaïlovsky. Or, le jeune Toulina, lui, avait parfaitement saisi le sens voilé des écrits de Strouvé qu'il avait disséqué sans pitié.

A cette époque, je ne connaissais pas encore un autre ouvrage important du jeune Lénine, qui, maintenant seulement, vient d'être retrouvé en partie dans les archives de la gendarmerie et publié sous le titre : *Qu'est-ce que les « amis du peuple » et comment ils combattent les social-démocrates*. Le sujet en est à peu près le même que celui que traite Plékhanov ; polémique contre les narodniki et défense du marxisme. Ici aussi, on constate une différence énorme entre le vieux théoricien et le jeune militant. Dans ce premier travail de longue haleine, Lénine parle du ton de l'homme conscient de sa mission historique, de ses forces, et combat sans merci les ennemis du communisme prolétarien.

Ainsi donc, j'appris de quelques déportés qu'Oulianov (alors il ne s'appelait pas encore Lénine) adoptait nettement la position des « gauches » ou politiques, et que parmi ces derniers, il était considéré comme un militant d'importance. Au contraire, son compagnon de travail à Saint-Petersbourg, le futur leader des mencheviks, Martov, à cette époque déjà penchait vers l'opportunisme. Déporté à Touroukhansk, il donnait, dans ses lettres, des arguments contre moi aux opportunistes de Yakoutsk contre lesquels je défendais la position révolutionnaire de la gauche.

Lorsque je m'évadai vers la fin de 1899, je me rendis en Suisse, où j'arrivai au fort de la lutte entre le courant révolutionnaire, dirigé par Plékhanov et l'*Emancipation du travail*, et le courant de droite groupé autour de la revue : la *Cause Ouvrière*. Je me rangeai du côté de Plékhanov contre

les opportunistes, qui disposaient alors de la majorité dans l'*Union des Social-démocrates*. J'ai exposé les détails de notre campagne dans le numéro 17 de la *Révolution prolétarienne*. Aussi n'y reviendrai-je pas. Je me bornerai à rappeler avec quelle impatience nous, partisans de la social-démocratie révolutionnaire, nous attendions l'arrivée de Russie des camarades que nous savions être les représentants les plus importants du mouvement ouvrier dans notre pays et qui devaient renforcer la social-démocratie révolutionnaire dans sa lutte contre l'opportunisme.

Des jeunes émigrés, alors en Suisse, Nicolas Baumann (tué en 1905 par les réactionnaires à Moscou et dont on a donné maintenant le nom au quartier Lefortovo), était un de ceux avec lesquels j'étais en relations particulièrement étroites. Comme il avait déjà connu Lénine en Russie, nous convînmes que dès que ce dernier arriverait, il lui parlerait de moi et me convoquerait immédiatement en Suisse pour une entrevue personnelle (car, à cette époque, je me trouvais déjà à Paris).

Ainsi donc, un jour de juillet 1900, je reçus de Baumann un court télégramme m'informant de l'arrivée de Lénine et m'invitant de sa part à venir immédiatement à Genève. Je partis le jour même et le lendemain matin, j'arrivais à destination.

Lénine demeurait alors avec Potressov, Martov s'étant attardé en Russie, dans une petite maison de paysans non loin de Genève. C'est avec ces deux militants, on le sait, que Lénine forma le groupe qui bientôt après, avec celui de l'*Emancipation du Travail*, fonda l'*Iskra* et la *Zaria*. Il semble étrange maintenant que Lénine ait pu travailler avec Martov et Potressov et que ces gens si différents de tempérament, de philosophie et de tendances, aient pu se considérer si longtemps solidaires dans les questions politiques fondamentales. Personnellement, je dois dire que, dès ma première entrevue avec Lénine et Potressov, je sentis que ce dernier n'était pas tout à fait de notre bord. D'ailleurs, il se tenait modestement à l'écart, ne participait presque pas à la conversation dirigée exclusivement par Lénine.

A cette époque déjà, quoique âgé de trente ans seulement, Lénine avait à peu près le même air que nous lui connaissons tous maintenant et qu'ont popularisé ses portraits les plus répandus. Déjà alors la calvitie lui dénudait complètement la tête. Son visage semi-kalmouk aux pommettes saillantes respirait l'assurance, la joie et l'esprit. L'œil gauche, à moitié fermé, animait ce visage extrêmement mobile et lui donnait une légère expression de ruse. Lénine riait à gorge déployée, prononçait des sentences sans appel, mais, comme de coutume, interrogeait plutôt qu'il ne parlait.

Néanmoins, quoiqu'il aimât plaisanter, raconter des anecdotes et rire, le corps tout entier rejeté en arrière, on discernait immédiatement en lui le chef véritable parfaitement conscient de sa vocation. C'est ce que sentait tout son entourage. On ne saurait dire qu'il imposât sa volonté et sa personnalité. Il subjuguait naturellement et sans effort. Mis en présence de Lénine, Plékhanov lui-même, beaucoup plus expérimenté et érudite, reculait en quelque sorte à l'arrière-plan et s'effaçait. Il apparaissait alors penseur, théoricien, interlocuteur spirituel, polémiste et écrivain brillant, mais rien de plus, tandis que Lénine, c'était le roc, le tribun, le chef populaire

qui, la hache en mains, frayait la voie dans le fourré et, avec assurance, menait la masse à sa suite.

Je ne me souviens pas exactement de quoi nous parlâmes alors. La conversation dut évidemment rouler sur la *Cause Ouvrière*, l'opportunisme dans la social-démocratie russe ou mondiale, la nécessité de le combattre énergiquement sans reculer en cas de nécessité, devant la scission. Dans ces conditions, nous étions entièrement solidaires les uns des autres.

Le lendemain, nous eûmes une réunion à laquelle, outre Lénine, Potressov, Baumann et moi, assistèrent comme représentants du groupe de l'*Emancipation du Travail*, Plékhanov et Zassoulitch. Nous nous rassemblâmes dans un pré sous un arbre touffu où nous eûmes un entretien familial, fraternel, sur le programme de notre action future. C'est dans cette conversation sans prétention que fut élaboré dans ses grands traits le programme de l'*Iskra* et de la *Zaria*, c'est-à-dire la brillante campagne contre l'opportunisme social-démocrate qui, plusieurs années plus tard, amena la création du parti bolchevik et de la 3^e Internationale. A cette époque, autant que je m'en souviens, la théorie de Lénine était complètement formée et la voie à suivre était pour lui entièrement claire. Naturellement, sans effort aucun, Lénine eut la direction de l'entretien. Les décisions prises furent celles qu'il avait indiquées. Alors déjà, on sentait que le chef du mouvement futur ne serait autre que Lénine.

Dans notre milieu, on a coutume de mener les conversations les plus sérieuses sur un ton enjoué et d'égayer les sujets les plus graves d'anecdotes plaisantes. A ce propos, je me souviens de la scène suivante. Plékhanov qui aimait beaucoup citer Glébovitch Ouspensky et qui le connaissait très bien, voulant un jour, je ne sais plus dans quelle occasion, plaisanter sur Lénine, se mit à exposer d'après Ouspensky, les causes de la calvitie. Mais ayant bientôt compris que l'explication ne lui était pas avantageuse à lui-même, il l'interrompit. Lénine le remarqua immédiatement. Se tordant littéralement de rire, se roulant sur l'herbe, il cria : « Pourquoi n'allez-vous pas jusqu'au bout, Guéorgui Valentinovitch ? Permettez, je vais vous donner la citation en entier. Ouspensky dit : « Quand la calvitie commence par le front : indice d'un esprit supérieur (ce disant, Lénine montra sa calvitie qui, en effet, commençait par le front) : quand elle commence derrière la tête et il montra du doigt Plékhanov qui devenait chauve à la fois et par devant et par derrière) : indice d'une vie dépravée. » A ce coup direct, Plékhanov ne sut que répondre.

C'est au cours de ces réunions que furent posées les bases de la social-démocratie révolutionnaire, c'est-à-dire du futur Parti communiste. Lénine fut tacitement reconnu par tous comme le chef du mouvement. Dans la suite, on tenta mais infructueusement de lui disputer ce rôle. L'histoire, semble-t-il, sait ce qu'elle fait. Choissant un chef de grande envergure, concentrant en lui l'expérience collective de l'humanité, le dotant des forces intellectuelles et de la volonté nécessaires, elle lui donne en même temps la conscience de son importance et la foi en sa mission. C'est l'union de ces qualités objectives et subjectives : talent, science, volonté et conscience de ses forces, dans une seule personnalité, qui fait les chefs comme Lénine.

G. STEKLOV.

LE « COURS NOUVEAU » DU PARTI BOLCHEVIK

Résolution de la XIII^e Conférence du Parti

La XIII^e Conférence du Parti communiste russe a adopté, dans sa séance du 18 janvier, à l'unanimité moins deux voix, la résolution suivante :

Origine de la discussion

Longtemps avant toute action de l'opposition, dès septembre 1923, l'assemblée plénière du C. C. et antérieurement encore le Bureau Politique du C. C. de notre Parti, avaient étudié la nécessité d'intensifier l'action du Parti et d'y renforcer la démocratie ouvrière.

Les progrès de l'industrie qui ont mis fin au processus de décomposition du prolétariat, l'élevation du niveau intellectuel de la classe ouvrière et l'accroissement de son activité ont créé des conditions plus favorables à la mise en œuvre des principes fondamentaux de la démocratie au sein du Parti. D'autre part, les conflits économiques de l'été dernier — quoiqu'ils n'eussent présenté aucun danger, vu leur extension moins grande qu'auparavant — ont attiré notre attention sur les lacunes dans les rapports de notre organisation avec les masses d'ouvriers sans parti.

Le C. C. était convaincu qu'une nouvelle orientation du Parti n'était possible qu'après une préparation réfléchie et prudente. Conscient de ses devoirs, le C. C. commença en septembre 1923 les préparatifs en ce sens.

Des groupes et petits cercles de l'ancienne opposition, dont la politique avait été bien des fois condamnée par le Parti, crurent le moment venu de passer à une offensive générale contre le C. C. du Parti. Dans l'espoir que la question de la démocratie dans le Parti attirerait l'attention particulière des adhérents ils décidèrent d'exploiter ce mot d'ordre dans l'intérêt de leurs fractions. Après la décision de la séance plénière du C. C., en septembre, parut la lettre du camarade Trotsky, suivie immédiatement de la lettre des 46 camarades de l'opposition. Ces documents contenaient une analyse absolument fautive, inspirée de l'esprit de fraction le plus exagéré, de la situation économique du pays et de l'état actuel du Parti ; ils prédisaient une grave crise économique dans la République et une crise non moins grave dans le Parti, élevant en même temps contre le C. C. l'accusation de donner au Parti une orientation fâcheuse.

La nocivité de ces actions fractionnistes du camarade Trotsky et des camarades de l'opposition s'est accrue du fait que ces documents furent aussitôt connus dans de larges milieux du Parti, ayant été répandus dans les quartiers ouvriers, parmi la jeunesse des écoles à Moscou et, immédiatement après, dans toute l'Union Soviétique.

La séance plénière du C. C. et de la Commission Centrale de Contrôle réunis qui eut lieu en octobre dernier, avec la participation des dix plus grandes organisations du Parti, condamna avec raison l'attitude du camarade Trotsky et des 46 camarades de l'opposition comme ayant le caractère d'une initiative de fraction. En même temps l'initiative prise par le Bureau Politique, dans le but de vivifier l'action, l'activité intérieure du Parti et de développer la démocratie ouvrière, fut unanimement approuvée. La séance plénière du C. C. et de la C. C. C. décida, en outre, de ne pas porter la polémique commencée par le camarade Trotsky et les 46 camarades au dehors du cadre du C. C. et de ne publier ni la lettre

du camarade Trotsky et des 46 camarades, ni la réponse du Bureau politique et la résolution du C. C. et de la C. C. C., lesquels, par 102 voix contre 2 et 10 abstentions avaient condamné l'action de l'« opposition ».

Trotsky et ses 46 partisans ne se soumettent cependant pas à la décision d'une instance si autorisée du Parti et continuèrent leur campagne méthodique contre le C. C., d'abord dans de larges cercles de l'organisation de Moscou, puis dans toute l'Union Soviétique.

Le Bureau Politique, se conformant à la décision des assemblées plénières, se mit à élaborer la résolution sur la situation intérieure du Parti et la démocratie ouvrière.

Malgré l'action fractionniste du camarade Trotsky, la majorité du Bureau Politique a jugé nécessaire d'arriver à un accord avec lui. Comme résultat des efforts prolongés de la majorité du Bureau Politique, la résolution du Bureau Politique et du Bureau de la C. C. C. sur le développement de l'activité à l'intérieur du Parti, fut unanimement adoptée et, le 5 décembre 1923, publiée.

Une des questions les plus discutées lors de la rédaction du texte de la résolution du Bureau Politique et du Bureau de la C. C. C. avait été celle des fractions. Le camarade Trotsky ne fit d'abord aucune objection contre l'interdiction des fractions. Il insista seulement sur ce que la liberté des groupements fût admise. Néanmoins, on réussit à trouver une formule unanimement approuvée qui, dans la question des fractions, s'en référa à la décision du X^e Congrès du P. C. R.

L'« opposition » continua, quand même sa lutte fractionniste. Pendant que la majorité du C. C. et de la C. C. C., liée par sa propre décision de non publication des documents de la discussion, se conformait strictement à cette décision, l'« opposition » n'a cessé de répandre les documents de sa campagne fractionniste. Deux jours après la publication de la résolution adoptée à l'unanimité par le Bureau Politique et le présidium de la C. C. C., le camarade Trotsky fit paraître sous le titre : « Le Cours Nouveau », sa lettre connue, laquelle constitue, en vérité, un manifeste fractionniste contre le C. C. Les articles du camarade Trotsky, parus ensuite à courts intervalles, ainsi que sa brochure publiée à la veille de la séance d'ouverture de la Conférence du Parti, firent encore mieux ressortir ce qu'il y avait de fractionniste dans son procédé.

Dès l'apparition du manifeste fractionniste du camarade Trotsky, la discussion s'aviva.

L'opposition commença à Moscou, surtout dans les noyaux militaires du Parti et les hautes écoles, une campagne d'une véhémence jusqu'ici inconnue dans l'histoire de notre Parti, contre le C. C. cherchant à saper la confiance des adhérents en la direction du Parti. Les représentants de l'« opposition » parcouraient la Russie dans tous les sens. Le conflit prenait un caractère extrêmement aigu. Le centre de l'« opposition » se compose de membres de l'ancien groupe du « centralisme démocratique », qui a combattu durant des années la ligne de conduite du Parti. A eux, se sont joints d'anciens membres du C. C. qui, au X^e Congrès du P. C. R. sur proposition du camarade Lénine, n'avaient pas été réélus. (Préobrajensky, Smirnov, Sérébrnikov.) A la tête du bloc oppositionnel se trouve le camarade Trotsky.

Le contenu idéologique de l' « opposition »

Les divergences entre la grande majorité de notre Parti et l' « opposition » actuelle, telles qu'elles apparaissent au cours de la discussion, peuvent être resumées comme suit :

1° L' « opposition », présidée par le camarade Trotsky a comme mot d'ordre la destruction de l'appareil du Parti, en cherchant à reporter le centre de gravité de la lutte contre le bureaucratisme de l'Etat au Parti. Une critique à ce point superficielle et la tentative de jeter le discrédit sur l'appareil du Parti peuvent avoir, objectivement, pour résultat que l'Etat se soustraira à l'influence du Parti, et que les organes de l'Etat se détacheront de nous. La tendance à soustraire les organes de l'Etat à l'influence du Parti s'était manifestée chez le camarade Trotsky dès avant le X^e Congrès. Dans la discussion actuelle, cette tendance s'est seulement revêtue d'une autre forme ;

2° L' « opposition » a essayé de juxtaposer la jeune génération aux cadres fondamentaux du Parti et au C. C. Au lieu d'éclairer la jeunesse sur le devoir qu'a le Parti de s'orienter d'après son noyau fondamental prolétarien, les ouvriers communistes travaillant à Pétersbourg, l' « opposition » conduite par le camarade Trotsky a cherché à prouver que le « baromètre du Parti » serait la jeunesse des écoles ;

3° Afin de diminuer l'autorité du C. C., unique représentant de l'ensemble du Parti dans l'intervalle des Congrès, le camarade Trotsky a fait des allusions ambiguës à une dégénérescence des cadres principaux de notre Parti. Le camarade Trotsky ne s'est pas contenté de se mettre en opposition à tous les membres du C. C. ; il a également proféré des accusations qui ont jeté la confusion dans de larges cercles de la classe ouvrière et obligé le Parti tout entier à élever une protestation véhémement ;

4° La faillite de l' « opposition » s'est particulièrement manifestée dans les questions économiques. L'opposition n'a pas su apporter et n'a pas même entrepris d'opposer à la ligne de conduite générale du Parti dans les questions économiques, des projets quelconques et tant soit peu méthodiques.

On distingue dans la critique de l' « opposition » contre la politique économique du Parti deux nuances. Une partie de l' « opposition » est, pour une large part, tributaire de la phraséologie de la « gauche » contre la nouvelle politique économique en général. Cette partie de l' « opposition » a publié des déclarations où l'on eût seulement pu découvrir un sens quelconque que si ces camarades nous avaient ouvertement recommandé de renoncer à la nouvelle politique économique et de retourner au communisme de guerre. L'autre — et de beaucoup la plus influente — partie de l' « opposition » reproche — au contraire — au C. C. de ne pas être assez conciliant vis-à-vis du capital étranger, de ne pas faire des concessions suffisantes aux puissances impérialistes, etc... Cette partie de l' « opposition » (*Radek*) a présenté des projets explicites relativement à la révision des conditions arrêtées par le Parti lors de la conférence de Gènes, et recommandé d'accorder de plus grandes concessions à l'impérialisme international, en vue de renforcer les relations commerciales avec le capital étranger. Le Parti n'a pas eu la moindre hésitation à repousser ces deux erreurs ;

5° L' « opposition » dans toutes ses nuances a interprété l'importance de la discipline du Parti d'une façon absolument contraire aux points de vue bolcheviks. L'action d'un grand nombre des représentants de l' « opposition » constitue une infraction inouïe à la discipline du Parti et nous rappelle les temps où le camarade Lénine était obligé de combattre « l'anarchisme d'intellectuels » dans les questions d'organisation et de défendre les bases élémentaires de la discipline prolétarienne dans le Parti ;

6° L' « opposition » a contrevenu à la décision du X^e Congrès du P. C. R. qui interdit la formation des fractions à l'intérieur du Parti. L' « opposition » a remplacé la conception bolcheviste qui considère le Parti comme un tout organique, par une autre conception qui fait du Parti un ensemble de tendances et

fractions. Ces tendances, ces fractions et ces groupements devraient, selon les « nouvelles » opinions de l' « opposition », jouir de droits égaux dans le Parti, tandis que le C. C. cesserait d'assumer la direction du Parti pour ne plus remplir qu'un rôle d'appareil enregistreur et d'intermédiaire entre les tendances et les groupements. Cette conception de la structure du Parti n'a rien de commun avec le léninisme. L'activité fractionniste de l' « opposition » a fait renaître les espoirs de tous les ennemis du Parti et de la bourgeoisie européenne, en une scission du P. C. R. Ces actions fractionnistes ont obligé le Parti à se demander de nouveau, avec une précision tranchante, si le P. C. R. peut admettre, en tant que Parti dirigeant, la formation de groupements fractionnistes dans son sein.

Dressant le bilan de toutes ces divergences après l'analyse du vrai caractère de l' « opposition », la Conférence du Parti arrive à conclure que l' « opposition » actuelle, dans la forme sous laquelle elle se présente, nous met en présence non seulement d'une tentative de révision du bolchevisme et d'une déviation directe du léninisme, mais encore d'une déviation petite-bourgeoise dans le sens vrai du mot. Il n'est point douteux que l' « opposition » retient objectivement la pression exercée par la petite-bourgeoisie sur les positions et la politique du Parti prolétarien. On commence déjà en dehors du Parti à donner une interprétation plus large aux principes de la démocratie dans le Parti dans le sens d'un affaiblissement de la dictature prolétarienne et d'un élargissement des droits politiques de la nouvelle bourgeoisie.

Le P. C. R., qui incarne la dictature du prolétariat, ayant le monopole de la légalité dans le pays, il est inévitable que des groupes moins fermes de communistes succombent parfois à des influences non prolétariennes. Le Parti tout entier doit se rendre clairement compte de ces dangers et défendre énergiquement l'attitude prolétarienne du Parti.

Le Parti tout entier doit entreprendre une action méthodique et énergique contre les déviations petites-bourgeoises.

Les résultats positifs de la discussion

L'accroissement de l'activité et le rehaussement du niveau intellectuel de la large masse d'ouvriers sans parti et d'une partie des paysans laborieux constituent un nouveau facteur qui, si le Parti sait adopter à cet égard une politique adéquate, fera progresser la cause de la Révolution. Pour accomplir tout son devoir et garder la direction des masses d'ouvriers et de paysans dépossédés, aspirant à une participation active à l'édification de la société socialiste, le Parti doit absolument renouveler sa vie intérieure et la rendre plus intense. En ce sens la discussion du Parti lui a procuré, malgré la déviation petite-bourgeoise de l' « opposition », des enseignements utiles.

Les erreurs petites-bourgeoises de l' « opposition » ont été rapidement et énergiquement corrigées par le Parti. A peine les discussions du Parti ont-elles commencé, que les unes après les autres les grandes organisations prolétariennes du Parti soumettaient les déviations petites-bourgeoises de l' « opposition » à une critique sévère et défendaient la ligne du C. C. La première, comme c'est toujours le cas, dans les discussions de principe dans le Parti, l'organisation de Pétersbourg, la plus ancienne des organisations ouvrières bolcheviques, élevait la voix. Des douzaines des plus grandes organisations prolétariennes de l'Union Soviétique se rallièrent sans réserves au point de vue exprimé dans la lettre de l'organisation de Pétersbourg. La résolution de la conférence du « Gouvernement » de Moscou, adoptée à une majorité écrasante, condamna non moins énergiquement l'action de l' « opposition ». A l'heure où se réunit la conférence du Parti, toutes les organisations du Parti se sont déjà prononcées avec une majorité absolue des voix contre les errements petits-bourgeois.

Le résultat de la discussion est que le noyau fondamental du Parti a resserré son unité. Les noyaux prolétariens de toute l'Union Soviétique ont répudié sans hésitation, de la façon la plus énergique, les errements de l' « opposition ». La jeune génération du Parti, qui

assistait pour la première fois à de violentes discussions à l'intérieur du Parti, a eu l'occasion d'apprendre, de connaître à l'œuvre, le vrai bolchevisme. Des éléments de la Jeunesse Communiste qui sont en contact plus étroit, avec la vie dans les usines, ont défendu sans hésitation la ligne du Parti. Les hésitations d'une partie de la jeunesse des écoles ne sont qu'un phénomène passager. Par le travail d'éducation qui convient, le Parti réussira en peu de temps à faire disparaître ces hésitations.

L'activité et la conscience de classe de tous nos membres se sont accrues. De nouveau ont été posées de sérieuses questions économiques et des questions concernant la vie intérieure du Parti dont il faudra nous occuper dans un temps très rapproché.

C'est avec une énergie toute particulière que le Parti a souligné la décision de conserver son unité. La moindre allusion au danger d'une scission a provoqué et provoque dans toute la masse des adhérents des protestations véhémentes. Le Parti détruira politiquement quiconque osera s'attaquer à son unité. L'unité du Parti est plus que jamais assurée.

Conclusions pratiques

Vu la situation d'ensemble à l'intérieur du Parti, la conférence nationale du Parti juge l'application des mesures suivantes nécessaires :

1° Le noyau prolétarien du Parti doit être renforcé et son rôle accentué dans la politique du Parti. Il importe d'intensifier dans le courant de l'année prochaine la propagande parmi les ouvriers travaillant dans les usines afin d'assurer au P. C. R. l'adhésion d'au moins 100.000 vrais prolétaires. Il y a lieu de faciliter le plus possible aux ouvriers l'accès du Parti, et de suspendre en même temps pour cette période l'admission au Parti des éléments non prolétariens. Une propagande méthodique doit être faite au sein du Parti à l'effet de l'orienter dans le sens de son noyau prolétarien fondamental ;

2° En vue de rendre plus étroit le contact du Parti avec les ouvriers sans parti, il y a lieu de faire absolument en sorte que les ouvriers sans parti obtiennent — et non seulement sur le papier, mais en fait — dans tous les Soviets et dans tous les organes soviétistes, une représentation assez sérieuse. Le C. C. doit veiller avec le plus grand soin pour l'exécution de ces décisions et rappeler à l'ordre de la façon la plus énergique les organisations locales qui y contreviendraient ;

3° Les organisations du Parti doivent particulièrement renforcer le travail d'éducation dans les noyaux qui, pendant la discussion qui vient de se terminer, ont manifesté des hésitations plus ou moins grandes en ce qui concerne la ligne du Parti. De l'éducation et encore de l'éducation, — c'est le devoir le plus important qui incombe avant tout aux cadres principaux de notre Parti ;

4° Il faut consacrer une attention toute spéciale à l'œuvre éducatrice parmi la jeunesse. Si les moyens pécuniaires se montrent insuffisants, le Parti doit réduire plutôt le contingent d'étudiants, en améliorant en revanche leur situation matérielle et en faisant une sélection plus soignée des travailleurs envoyés aux hautes écoles. Il est indispensable de prendre des mesures particulières en vue d'assurer au travail dans la jeunesse un caractère correspondant à la direction générale du Parti. Le Parti ne peut pas admettre qu'on flatte la jeunesse, mais il ne peut non plus tolérer qu'on la place sous une tutelle bureaucratique qui ne fait que commander. On n'arrivera au but proposé qu'en éclairant avec patience la jeunesse sur les principes fondamentaux du léninisme ;

5° Un des devoirs les plus importants consiste à donner à l'étude de l'histoire du P. C. R. la place qui lui convient en faisant surtout une large part à l'étude des motifs saillants de lutte entre le bolchevisme et le menchévisme, du rôle des fractions et des courants pendant cette lutte, et surtout du rôle joué dans ces fractions déviatoires qui cherchaient à « concilier » le menchévisme avec le bolchevisme. Le C. C. doit prendre une série de mesures pour assurer la publication de précis de l'histoire du P. C. R., sous une forme appropriée, avec un tirage suffisant, en rendant

en même temps obligatoire l'enseignement de l'histoire du Parti dans toutes les écoles du Parti ainsi qu'aux hautes écoles, dans les clubs de discussion, etc ;

6° Il faut que toutes nos organisations, à l'exemple de nos plus grandes organisations prolétariennes, créent des clubs d'étude du léninisme. Ces clubs doivent, en premier lieu, étudier sous la conduite de camarades qualifiés l'œuvre complète de Lénine ;

7° L'organe central du Parti, la *Pravda*, doit assurer la collaboration des forces compétentes afin de traiter méthodiquement des principes du bolchevisme et de combattre toutes les déviations ;

8° La *Pravda* doit réserver un supplément spécial à la discussion actuelle ;

9° La liberté de la discussion au sein du Parti ne signifie en aucune façon la liberté d'affaiblir la discipline du Parti. Le C. C. et tous les organes dirigeants en province ont tout de suite à prendre les mesures les plus sévères en vue de maintenir une discipline de fer bolcheviste partout où des relâchements de discipline commencent à se produire ;

10° Les mesures les plus énergiques, et pouvant aller au cas échéant jusqu'à l'exclusion du Parti, doivent être prises contre toutes les personnes qui, suivant la méthode favorite des éléments sans principe contaminés par l'esprit petit-bourgeois, répandent des nouvelles dénuées de fondement et des documents non destinés à la publicité ;

11° Il est indispensable d'améliorer le service d'information sur l'activité du C. C. et la vie intérieure du Parti en général. Il faut dans ce but que tous les membres et membres adjoints du C. C. et de la C. C. C. reçoivent régulièrement les rapports sténographiques des séances plénières du C. C. La *Pravda*, les *Izvestia* et les autres journaux du centre et de la province doivent élargir la rubrique consacrée à la *Vie du Parti*. La C. C. C. doit s'adjoindre un service spécial d'information ;

12° Une attention toute particulière doit être consacrée à la conduite juste et saine du travail du Parti dans l'armée. Le Parti doit prendre des sanctions sévères contre toute tentative d'activité fractionniste au sein de l'armée rouge ;

13° La conférence considère comme très utile de faire sienne sans réserve et *in-extenso* la décision du X^e Congrès du P. C. R. sur l'interdiction des fractions. Elle juge nécessaire de recommander au XIII^e Congrès de ratifier, comme instance suprême du Parti, la résolution prise à ce sujet ;

14° La conférence recommande au C. C. d'appliquer l'article 7 de la résolution sur l'unité du Parti adoptée par le X^e Congrès sur proposition du camarade Lénine, article qui confère à l'assemblée plénière du C. C. et de la C. C. C. le droit de rétrograder à la majorité des deux tiers au rang de candidats du C. C. tout membre du C. C. qui enfreint la discipline du Parti ou entreprend des « actions fractionnistes » ; ces actes peuvent d'ailleurs entraîner jusqu'à l'exclusion du Parti ;

15° La conférence du Parti ne saurait ignorer la résolution de la dernière conférence de l'organisation de Moscou. Cette résolution a porté à la connaissance du Parti tout entier qu'un groupement fractionniste s'est formé à Moscou qui met en danger l'unité du Parti. La conférence est d'avis que le C. C. et la C. C. C. doivent tout de suite prendre les mesures les plus énergiques, au cas échéant jusqu'à l'exclusion du Parti contre les membres qui au centre politique de l'Union Soviétique essaient de porter le germe de la division dans les rangs du Parti.

La conférence, en déclarant la discussion sur les questions jusqu'ici éligieuses close pour le pays tout entier, invite toutes les organisations du Parti à reprendre leur travail de tous les jours. La condition principale des succès futurs de la révolution prolétarienne est l'unité inébranlable du P. C. R., Parti dirigeant de la dictature prolétarienne. L'unité du Parti est la conquête principale de l'avant-garde prolétarienne et doit être défendue avec zèle. La conférence du Parti est convaincue que le C. C. autour duquel, comme les résultats de la discussion l'ont montré, se grouperont toujours le Parti tout entier, saura sauvegarder énergiquement cette unité.

La leçon des événements d'Allemagne

Le document ci-dessous, dont l'importance est grande pour l'Internationale a été élaboré ces jours derniers par l'Exécutif de l'Internationale Communiste et le Comité Central du Parti communiste allemand.

Un sérieux regroupement des forces s'est accompli dans le Comité Central du Parti Communiste allemand, en raison de la crise politique traversée. Une droite s'y est formée (Brandler), qui constitue une très faible minorité (2 voix sur 27). Une compacte tendance du centre, qui représente en ce moment le noyau du parti, réunit 17 voix au Comité Central. Il y a enfin l'ancienne gauche Berlin-Hambourg.

L'Exécutif a considéré que l'union complète du noyau central et de la gauche contre les erreurs opportunistes de la droite s'impose en ce moment.

Le document ci-dessous, rédigé avec l'Exécutif, par les deux tendances en

question, qui représentent à l'heure actuelle les 99/100 du P. C. A., marque le début de cette union.

Cette résolution a été votée par tous les représentants des sections de l'Internationale Communiste présents à Moscou, y compris les camarades polonais.

Au dernier moment, les camarades qui se placent sur la plateforme de Brandler ont, par une déclaration spéciale, souscrit à l'essentiel de la présente résolution.

L'Exécutif est convaincu que l'union du noyau central du Parti avec la gauche, contre les erreurs opportunistes de la droite, permettra au Parti Communiste Allemand de remplir les grandes tâches qui s'imposent à lui. L'Exécutif de l'Internationale Communiste s'opposera avec la dernière rigueur à toutes les manifestations de l'esprit de fraction d'où qu'elles puissent venir.

G. ZINOVIEV.

Les événements qui se sont déroulés en Allemagne, en Pologne, en Bulgarie dans la période de mai-novembre 1923 forment le commencement d'un nouveau chapitre dans l'histoire du mouvement international.

En Allemagne, la lutte prolétarienne de classes, en connexion avec le développement de la crise de la Ruhr, est passée de la phase de la concentration graduelle des forces révolutionnaires à une phase nouvelle : il s'agit de la lutte pour le pouvoir.

Le tournant historique franchi en août-septembre et les événements qui ont eu lieu en automne acquièrent, par suite de la grande signification du mouvement révolutionnaire allemand, la plus grande importance pour l'Internationale Communiste.

Les enseignements et les conclusions de l'expérience acquise au cours de tous ces événements doivent être mis à profit par toute l'Internationale Communiste.

Etant donné que nous devons nous en tenir rigoureusement dans l'appréciation tactique de ces événements aux principes fondamentaux de l'I. C., le Comité Exécutif juge nécessaire de caractériser une fois encore la méthode tactique de l'I. C. la plus importante à l'époque actuelle, tant au point de vue des principes qu'au point de vue pratique : la tactique du front unique.

I. — Tactique du front unique

Au 3^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, les tâches du P. C. allemand ont été, en connexion avec la défaite de mars 1921, discutées avec une minutie particulière et ont trouvé leur expression dernière dans le mot d'ordre : « Aux masses ». En décembre de la même année, les

méthodes de la conquête des masses ont été concrétisées dans les décisions du Comité Exécutif sur la tactique du front unique.

En Allemagne, le P. C. s'est mis immédiatement à appliquer la tactique du front unique. L'ensemble des circonstances objectives en Allemagne lui était très favorable. Le travail du Parti fut couronné de grands succès, lui gagna de plus en plus les larges sympathies des masses et sema la désorganisation dans les rangs de la social-démocratie.

Des sections de l'I. C. ne mirent en pratique la tactique du front unique que dans une faible mesure, en surmontant toutes sortes de résistances et en commettant de grandes erreurs.

En France, en 1922, une fraction considérable du Parti ne comprit pas le sens de la tactique du front unique et appréhenda sincèrement que cette tactique ne marquât une concession théorique à la social-démocratie.

En Angleterre, une partie des camarades tirèrent de la tactique du front unique la conclusion erronée que les communistes ne doivent pas critiquer au Parlement l'opportunisme du Labour Party.

En Finlande, des conclusions inexactes à peu près analogues en furent également tirées.

En Roumanie, une partie des camarades a exprimé le regret sincère que la tactique du front unique se ramenât à la collaboration parlementaire avec la social-démocratie.

Le Parti communiste italien commit longtemps une faute d'un genre opposé et évita la large mise en pratique de cette tactique dans la crainte qu'elle ne compromît l'intégrité du programme et de la théorie communistes.

Un certain nombre d'autres partis comprirent cette tactique d'une façon trop mécanique et pensèrent qu'il était suffisant d'écrire chaque mois aux social-démocrates des lettres ouvertes énon-

cant quelques lieux communs, sans plus s'en soucier ; ils ne surent pas, en se basant sur la tactique du front unique, engager des luttes d'actualité politique.

La mise en pratique erronée de la tactique du front unique dans toute une série de pays, surtout au début, ne signifie cependant pas que cette tactique soit fautive. Une telle conclusion serait aussi illogique que l'est le renoncement à la tactique de l'utilisation révolutionnaire du Parlement, uniquement parce que certaines fractions parlementaires ont éprouvé de grandes difficultés dans la mise en pratique de cette tactique. La tactique du front unique était en elle-même et reste juste, en dehors de toutes les fautes passagères.

La tactique du front unique présente des côtés avantageux et aussi des dangers. Bien qu'en octobre 1923 nous n'ayions pas encore obtenu de majorité assurée dans le prolétariat allemand, le seul fait que le jeune Parti communiste allemand pouvait déjà se demander sérieusement, à l'automne 1923, s'il devait compter sur une majorité assurée pour la conquête du pouvoir, prouve que la tactique du front unique est capable de créer les conditions préalables les plus importantes pour la conquête du pouvoir et de gagner la majorité de la classe ouvrière en faveur de la révolution prolétarienne. Quand bien même les Partis communistes sont contraints de compter avec la psychologie et les dispositions des masses arriérées influencées par la social-démocratie, ceci n'est nullement une preuve de l'insuffisance de la tactique elle-même, mais simplement une source de dangers dans son application.

Déjà, dans les premières thèses du Comité Exécutif de décembre 1921, les dangers inhérents à l'application du front unique avaient été soulignés avec toute la clarté nécessaire : « Tous les partis communistes ne sont pas encore suffisamment compacts et robustes et tous n'ont pas encore entièrement brisé avec l'idéologie centriste ou demi-centriste. Il peut se présenter des cas d'exagérations contraires, il peut se révéler des tendances qui, en réalité, marqueraient la décomposition des groupes et partis communistes. »

« Afin d'appliquer avec succès pour la cause communiste la tactique envisagée, il est nécessaire que les partis communistes eux-mêmes soient forts, compacts et que la direction du mouvement soit marquée d'une grande netteté idéologique. » Le 1^{er} Congrès mondial a également souligné les dangers inhérents à l'application de la tactique du front unique en général et du mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » en particulier. Le Congrès déclara : « Afin d'éviter ces dangers et de lutter avec les illusions d'une soi-disant étape inévitable de « coalition démocratique », les partis communistes doivent se rappeler ce qui suit : « Tout gouvernement bourgeois est en même temps un gouvernement ouvrier n'est pas nécessairement un véritable gouvernement prolétaire socialiste. »

Il est très opportun de rappeler cet avertissement du Congrès, surtout à l'heure actuelle, après les événements d'Allemagne, puisque le P. C. A. même, le Parti le plus expérimenté de l'Internationale après la section russe, est tombé dans des fautes graves dans l'application de la tactique du front unique.

Il est nécessaire que les communistes de toutes les contrées se rendent un compte exact de ce qu'est réellement et de ce que ne doit pas être la tactique du front unique. C'est une tactique de révolution et non d'évolution. De même que le

« gouvernement ouvrier » (et ouvrier-paysan) ne peut pas être pour nous une véritable phase transitoire démocratique, de même la tactique du front unique n'est pas celle d'une coalition démocratique ni de l'union avec la social-démocratie. Elle constitue simplement une méthode d'agitation et de mobilisation révolutionnaires. Nous rejetons comme opportuniste toute autre interprétation.

Voilà ce qu'il faut toujours se rappeler. Alors seulement la tactique du front unique aura un sens pour l'Internationale Communiste et pourra contribuer à la conquête de la masse principale du prolétariat à la cause de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. La tactique du front unique, méthode d'agitation dans les larges masses ouvrières, s'applique, bien entendu, à une époque déterminée, c'est-à-dire l'époque à laquelle les communistes se trouvent encore en minorité dans presque tous les pays offrant une importance capitale pour le mouvement ouvrier. Au fur et à mesure que le milieu concret changera, il y aura également lieu de modifier les modes d'application de cette tactique. Dès maintenant, l'application de cette tactique doit être différente selon les diverses contrées. Selon que la lutte deviendra de plus en plus intense et prendra un caractère de plus en plus décisif, il nous faudra à différentes reprises modifier dans les divers pays le caractère de l'application de la tactique du front unique. Il viendra un moment où des partis social-démocrates, encore importants à l'heure actuelle, feront banqueroute et, s'acharnant dans leur œuvre de trahison, s'évanouiront sous nos yeux comme des bulles de savon. Il viendra un moment où des couches entières des travailleurs social-démocrates passeront en masse de notre côté. La tactique du front unique favorise ce processus et l'accélère.

II. — La crise révolutionnaire en Allemagne

Immédiatement après l'occupation du bassin de la Ruhr par les troupes françaises, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste jeta le cri d'alarme et tenta de fixer l'attention de toutes les sections sur la crise révolutionnaire imminente en Allemagne. Les conférences internationales d'Essen et de Francfort furent consacrées à ces questions.

L'approche et la formation d'une nouvelle vague révolutionnaire en Allemagne avait eu pour symptômes les grèves grandioses et la lutte dans la Ruhr en mai-juin, les grèves de la Haute-Silésie, la grève des métallurgistes de Berlin, les combats dans l'Erzgebirge, dans le Vogtland et la grève politique des masses d'août 1923, qui entraîna la chute du gouvernement Cuno.

L'exacerbation rapide de la situation se refléta dans l'augmentation du prix de la vie, dans l'inflation, dans l'aggravation monstrueuse des charges fiscales, dans la crise du parlementarisme, dans la faible offensive du prolétariat et dans la contre-offensive renforcée du capital, dans la crise de l'approvisionnement, dans l'abaissement des salaires, dans l'annihilation progressive des conquêtes sociales de la classe ouvrière, puis dans le développement des mouvements séparatistes et particularistes, dans l'appauvrissement croissant de l'ancienne et de la nouvelle classe moyenne, dans la perte par les partis démocratiques modérés de leur influence. Toutes les charges découlant de l'organisation de la résistance dans la Ruhr furent concentrées sur le prolétariat et sur les couches moyennes qui se prolétarisèrent de plus en plus.

L'exacerbation des antagonismes de classes marchait de pair avec la désagrégation de l'économie capitaliste allemande, coupée de ses points d'appui.

Dans de nombreuses provinces, des pauvres s'armèrent et allèrent s'approvisionner eux-mêmes dans les campagnes. De larges couches moyennes, s'abandonnant au désespoir, hésitèrent entre les deux pôles indiquant une issue à cette situation, entre les communistes et les fascistes. Dans les grandes villes, on en vint fréquemment au vol, au pillage, aux manifestations de la faim et à des collisions sanglantes.

Dans les mois qui précédèrent l'hiver de 1923, la corrélation des forces de classes penchait de plus en plus en faveur de la révolution prolétarienne. De 18 à 20 millions de prolétaires étaient restés, depuis le commencement même de l'occupation de la Ruhr, étrangers à tout courant nationaliste, quel qu'il fût. Au sein des 6 à 7 millions de personnes appartenant à la petite bourgeoisie urbaine et des 4 à 5 millions de la paysannerie moyenne des petits propriétaires et des fermiers, se produisait une profonde fermentation.

La politique des coalitions démocratiques subit un échec évident. La social-démocratie partageant le pouvoir gouvernemental avec les partis démocratiques bourgeois, dut se décider à former un bloc étroit avec les représentants de la grande industrie et de la soldatesque réactionnaire.

Le P. C. A. avait et a encore le devoir de profiter de la période de complications internationales suscitée par la crise de la Ruhr, de la crise intérieure d'une extrême gravité traversée par le capitalisme allemand, de la liquidation progressive de la crise de la Ruhr pour le renversement de la bourgeoisie et pour l'établissement de la dictature prolétarienne en Allemagne.

Dans ce but, le Parti avait à mobiliser le prolétariat industriel, pour la lutte contre la grande industrie et en même temps contre l'impérialisme français. Il devait aussi neutraliser pour le moins les classes moyennes, urbaines et rurales et, si possible, les placer sous son influence.

La première tâche ne pouvait être accomplie qu'en arrachant la majorité des masses prolétariennes à l'influence des social-démocrates de toute nuance et en l'organisant de telle façon qu'elle fût prête à marcher à l'assaut des positions capitalistes.

Cette tâche ne fut accomplie que d'une façon insuffisante. Nous verrons pourquoi.

La deuxième tâche consistait à ruiner l'influence fasciste, à changer la direction des courants nationalistes au profit d'une action unie avec le prolétariat contre les grands capitalistes allemands et par là même contre les impérialistes français. Sur ce point le Parti communiste allemand remporta d'abord des succès, dont la meilleure preuve est dans l'organisation de la journée antifasciste du 29 juillet 1923. Les larges masses de la petite bourgeoisie nourrissaient déjà des sympathies pour le P.C.A. qui avait en grande partie réussi à leur faire sentir l'hypocrisie de la propagande « sociale et fasciste » comme à leur faire comprendre le véritable rôle des fascistes, intermédiaires chargés de livrer la nation à la grande bourgeoisie; enfin, des éléments des classes moyennes comprenaient la coïncidence de leurs intérêts avec ceux du prolétariat.

La décomposition de la bourgeoisie s'accroissait chaque jour. En même temps croissait la confiance dans le Parti communiste. Il fallait organiser cette confiance et préparer toutes les forces pour le coup décisif.

Le P.C.A. et le Comité Exécutif, dans des conférences avec les représentants des cinq plus grands partis de l'I.C. en septembre, arrivèrent à la conclusion que la crise révolutionnaire en Allemagne était arrivée à un degré de maturité tel que l'on pouvait considérer le choc définitif comme devant se produire dans quelques semaines. Dès ce moment le Parti commença la mobilisation de toutes les forces et se prépara par tous les moyens possibles à la lutte décisive. Le Parti travailla fiévreusement à faire de tous ses membres, sans exception aucune, des militants répondant à toutes les exigences de la lutte. Une campagne intense fut faite parmi les cheminots, les électriciens, les ouvriers des villes et municipalités.

Le Comité Exécutif de l'I.C. orienta toute l'Internationale, et en particulier les sections des pays limitrophes de l'Allemagne et de la Russie Soviétiste vers l'imminence de la révolution allemande et de concert avec chaque section en particulier fixa la tâche de chacune.

III. — La Retraite d'Octobre et ses causes

En dépit de ses faiblesses, le Parti Communiste allemand se préparait consciemment, en octobre, à l'action révolutionnaire pour la conquête du pouvoir. Si malgré la situation révolutionnaire, et en dépit des efforts de l'I.C. et du P.C.A., on en n'est point venu au combat révolutionnaire décisif ni à une vaste lutte politique, il faut en chercher la cause dans un ensemble de fautes et de lacunes imputables en partie à des déviations opportunistes.

Erreurs d'appréciation sur le cours des événements

Le Parti reconnut trop tard la maturité de la situation révolutionnaire en Allemagne. Le Comité Exécutif de l'I.C. de son côté ne concentra pas une attention suffisante sur le dénouement imminent, de sorte qu'on aborda trop tard les préparatifs les plus importants.

Il aurait déjà fallu poser la question de la conquête du pouvoir et de l'organisation de la préparation technique au déclin de la période précédente (Gouvernement Cuno, occupation de la Ruhr). Le Parti ne sut pas apprécier à temps la signification des mouvements de masses dans le bassin de la Ruhr et dans la Haute Silésie, n'y devina pas les symptômes d'une conscience croissante de classe et d'une activité politique croissante. Ce ne fut qu'après la grève contre Cuno, qu'il commença le regroupement indispensable de ses formations.

Fautes tactiques

La tâche consistant à aggraver les nombreux engagements partiels qui se produisent de juin à septembre, à les multiplier, à les rattacher à des mots d'ordre politiques n'a pas été remplie.

Après la grève contre le gouvernement Cuno une autre faute fut commise : on s'efforça de freiner et de différer les mouvements spontanés des masses jusqu'au choc définitif.

L'une des fautes les plus graves fut de ne pas assigner de buts politiques à l'indignation spontanée des masses ; des mots d'ordre politiques l'auraient systématiquement transformée en une volonté révolutionnaire consciente.

Le Parti n'a pas développé une agitation vive et énergique en faveur des Conseils des Députés Ouvriers et n'a pas lié les revendications transitoires et les actions partielles au terme définitif de la dictature du prolétariat.

L'attention insuffisante accordée au mouvement des Comités d'usines et de fabriques a fait perdre l'occasion de leur confier temporairement le rôle des Conseils de Députés Ouvriers, de sorte que dans les journées décisives il ne s'est point trouvé de centre d'autorité, qui pût rallier les ouvriers hésitants secouant la tutelle de la social-démocratie.

Comme les autres organes du front unique (comités d'action, commissions de contrôle des prix, comités de militants) n'ont pas été systématiquement utilisés pour la préparation politique de l'action, cette dernière n'a pas revêtu aux yeux des communistes l'ampleur d'une action de tout le prolétariat et leur a simplement paru une affaire de parti.

Lacunes d'organisation politique

Le Parti ne s'est montré qu'à un faible degré capable d'affermir organiquement dans les organisations prolétariennes de masses son influence croissante. Il n'a su qu'à degré moindre encore donner une direction concentrique à ses forces dans le cours d'un espace de temps assez long pour une tâche d'actualité urgente.

La préparation technique : la reconstruction de tout l'appareil de la lutte pour le pouvoir, l'armement, le degré d'homogénéité intérieure des centurions, etc., se sont trouvés très faibles. La préparation technique trop courte, exécutée à tâtons, n'a presque rien donné au Parti au point de vue pratique. Elle a développé chez les membres du Parti la conscience nécessaire pour le soulèvement, mais elle a laissé en dehors de son atteinte les larges masses des prolétaires.

Erreurs dans l'appréciation des forces

La fièvre de la préparation technique pendant les semaines décisives, la considération de l'entrée en lutte comme une affaire regardant seulement le Parti et l'orientation uniquement dirigée vers un coup « décisif », lequel ne supposait pas comme précédent les collisions particulières et les mouvements de masses, empêchèrent d'apprécier clairement la véritable corrélation des forces et rendirent impossible la bonne fixation des délais. De cette façon, l'estimation du concours prêté par la majorité de la classe ouvrière au P.C.A. sur les points principaux, s'est trouvée basée sur des calculs hypothétiques. En réalité on ne pouvait constater qu'une chose, à savoir que le Parti était en train de conquérir la majorité mais qu'il n'en avait pas encore la direction.

L'appréciation défectueuse des forces de la contre-révolution s'est surtout exprimée en ce que le Parti n'a pas compris à sa juste valeur la puissance du sabotage social-démocrate dans le prolétariat.

Le Parti n'a pas vu le caractère et le rôle des chefs de la gauche social-démocrate ; il a laissé ses propres membres se bercer de l'illusion que par une pression convenable des masses ces chefs pouvaient être contraints à engager l'action de concert avec lui.

Orientation erronée sur la Saxe

La directive exclusive et sans souplesse — passer à l'offensive décisive de la défense des oppositions de l'Allemagne centrale — était erronée. Elle fit perdre de vue les autres régions industrielles et places d'armes importantes et après la reddition sans combat des positions saxonnes engendra une forte désorganisation. L'erreur fatale fut pour le Parti de tout jouer sans la moindre réserve sur la carte saxonne et de ne point tenter de se réserver en cas d'insuccès une ligne de retraite ou un second plan d'offensive.

Le résultat de toutes ces fautes et de toutes ces lacunes comme de la faiblesse de la classe ouvrière fut qu'au dernier moment on recula devant le choc définitif pour la conquête du pouvoir. Alors qu'en Bulgarie, où le Parti ne s'était pas encore risqué dans la lutte armée, la défaite peut devenir le gage des victoires futures, nous nous trouvons au contraire en Allemagne après la défaite de janvier 1919 et celle de mars 1921 dans des circonstances où les communistes devraient, semble-t-il, être à même de conduire les masses à la victoire.

Il faut voir une faute grossière dans le fait que le Parti ne sut pas immédiatement changer de direction, en se reformant pour des combats particuliers, et que malgré une certaine préparation il a opéré sa retraite sans combat dès l'entrée en ligne de la Reichswehr. L'établissement dans tout le pays de l'état de siège et de la répression.

IV. — Les événements de Saxe et de Hambourg

L'exacerbation des divergences de classes en Allemagne et l'aggravation de la crise économique, l'orientation du Parti vers la lutte décisive engagèrent le Comité Exécutif de l'I.C. et le P.C.A. à faire en octobre l'expérience de la participation des communistes au gouvernement de la Saxe.

L'entrée au gouvernement saxon était regardée par l'Exécutif de l'I. C. comme une action spéciale d'un caractère militaire et politique, action dé finie de la façon suivante dans une instruction :

« Comme à notre avis, dans la situation actuelle l'heure décisive doit sonner au plus dans 4, 5 ou 6 semaines, nous considérons comme nécessaire d'occuper immédiatement toutes les positions, dont la possession peut offrir un intérêt immédiat. En tenant compte de la situation, nous estimons que dans les circonstances actuelles il convient d'examiner pratiquement la question de notre entrée au gouvernement saxon. Si les amis politiques de Zeigner sont réellement disposés à défendre la Saxe contre la Bavière et les fascistes nous devons entrer dans le gouvernement saxon, réaliser effectivement l'armement de 50 à 60 mille hommes et ignorer le général Müller. De même en Thuringe ».

Étant donné l'existence des conditions préalables formulées au début, cette participation au gouvernement était conforme aux décisions du IV^e Congrès de Moscou. L'effervescence révolutionnaire, le groupement des masses ouvrières auraient dû servir de conditions préalables à l'entrée dans le gouvernement de Saxe ; cette démarche ne pouvait être accomplie qu'en s'appuyant sur un mouvement des masses. Si même

il avait fallu remettre l'exécution de la tâche militaire immédiate par suite du ralentissement de l'allure du mouvement révolutionnaire, les communistes auraient dû déployer une activité considérable, tandis qu'au contraire ils ont fait preuve d'une incapacité regrettable.

Les communistes devaient d'abord poser sans détour la question de l'armement des ouvriers. Dès les premiers instants de leur participation au gouvernement ils ne devaient pas avoir d'autre thème fondamental que l'armement du prolétariat.

Ils devaient exposer aux masses leur programme prolétarien de salut et mener une propagande active en faveur de la création de Conseils politiques de délégués ouvriers, afin d'opposer leurs initiatives au sabotage des ministres socialistes de gauche. De même ils devaient exercer une pression sur le Parlement et sur les Comités d'Usines et de Fabriques afin de hâter l'adoption de mesures révolutionnaires, par exemple la réquisition des entreprises des industriels sabotant la production, la réquisition des maisons bourgeoises, des riches hôtels privés pour les familles ouvrières sans toits, etc.

Les communistes devaient dès les premiers moments de leur participation au gouvernement flétrir la duplicité Zeigner, ses négociations dans la coulisse avec les dictateurs militaires et l'esprit contre-révolutionnaire des chefs social-démocrates de gauche.

Ces manquements, joints au fait que le Parti n'a pas su mobiliser les masses, ont eu comme résultat que l'épisode saxon n'a pas joué le rôle d'une étape dans le combat : au lieu d'une opération de stratégie révolutionnaire on a eu une coopération parlementaire non révolutionnaire avec les social-démocrates de gauche. La déclaration des ministres communistes « responsables uniquement devant le Landtag et la Constitution » ne pouvant contribuer en aucune façon à la destruction des illusions démocratiques dans les masses.

Ce n'est que grâce à un travail révolutionnaire intense de tous les organes du Parti que la Conférence de Chemnitz pouvait donner des résultats féconds pour le Parti. En réalité le Parti se laissa prendre au dépourvu par l'adversaire c'est-à-dire par l'action militaire du Reich sur la Saxe, pourtant prévue. La faute est d'autant plus grave que, bien qu'on ait eu l'intention de proposer la proclamation de la grève générale, on n'a fait aucun effort avant l'ouverture de la Conférence de Chemnitz pour orienter exclusivement cette conférence vers une résistance résolue à la pression de Reich. Toutes ces erreurs ont facilité sans contredire le jeu hypocrite et la trahison des chefs social-démocrates de gauche.

Le soulèvement de Hambourg est aux antipodes des événements de Saxe. Il a montré que l'entrée en action de détachements de choc remplis de décision et agissant rapidement, pouvait prendre l'adversaire au dépourvu au point de vue militaire. Il n'en est pas moins évident que, même dans ce cas et si, comme à Hambourg, le soulèvement armé est appuyé par la sympathie de la population et par un mouvement des masses, ce soulèvement reste condamné à l'échec, s'il reste isolé, s'il n'a pas sur place l'appui des conseils ouvriers (soviets) dont l'absence s'est fait particulièrement sentir à Hambourg.

L'action était dans tout le pays entravée par

les décisions contradictoires du centre ; des grèves qui allaient commencer ont été enrayerées, par suite du manque d'informations sur la marche de la lutte dans les autres parties du Reich et des nouvelles reçues de la Conférence de Chemnitz.

Malgré tout la bataille de Hambourg a cependant été conduite avec une discipline exemplaire. Les enseignements qui en découlent sont des plus précieux pour le Parti et l'I.C. Remarquons en particulier la lâcheté des leaders de la social-démocratie locale qui ont soutenu les mesures militaires prises contre les ouvriers soulevés. Leur conduite en cette occasion n'est qu'un côté de la médaille dont l'autre représente la conduite de Zeigner et de ses gauches en Saxe.

L'épisode de la Saxe a jeté dans une grande mesure le discrédit sur les social-démocrates de gauche. Il a montré qu'ils se font en réalité les instruments de la contre-révolution. Le soulèvement de Hambourg a fortifié dans la conscience du prolétariat allemand le sentiment de sa force et a porté à Hambourg même un grand coup à la social-démocratie.

Le Parti communiste allemand doit se rendre un compte exact des fautes commises pendant l'expérience saxonne et le soulèvement de Hambourg sans quoi il lui deviendrait impossible d'avoir à l'avenir une tactique exacte.

V. — La social-démocratie et le front unique en Allemagne

Les couches dirigeantes de la social-démocratie allemande ne représentent plus à l'heure actuelle autre chose qu'une fraction du fascisme allemand se dissimulant sous le masque socialiste. Dans le Reich les social-démocrates ont passé le pouvoir aux représentants de la dictature du capital, afin de sauver le capital de la révolution prolétarienne. Le ministre social-démocrate de l'Intérieur, Zollmann a proclamé l'état de siège ; le ministre social-démocrate de la Justice, Radbruch a transformé le droit « démocratique » en mesures d'exception dirigées contre le prolétariat révolutionnaire. Le président du Reich, Ebert a formellement remis le pouvoir gouvernemental au général von Seeckt, la fraction social-démocrate du Reichstag a couvert toutes ces machinations, a voté les lois de pleins pouvoirs, suspendant ainsi de fait la Constitution et livrant tout le pouvoir aux généraux réactionnaires.

La social-démocratie internationale tout entière devient ainsi peu à peu l'auxiliaire permanent de la dictature du capital. Les Turati et les Modigliani en Italie, les Sakyzov en Bulgarie, les Pilsudski en Pologne, les chefs social-démocrates du type Severing en Allemagne, coopèrent directement à la réalisation de la dictature du capital.

Dans le courant des cinq dernières années les social-démocrates allemands de toutes nuances ont graduellement descendu la pente vers la contre-révolution. La descente est maintenant près de finir. Le successeur légal du gouvernement révolutionnaire Scheidemann-Haase est le général fasciste von Seeckt.

Il est vrai que la dictature capitaliste nous offre diverses nuances. On y voit même des divergences qu'on pourra exploiter dans les intérêts de la lutte de classe. Les Ebert, les Seeckt et Ludendorff se distinguent par des nuances différentes ; mais les communistes allemands ne doi-

vent jamais oublier que le plus important est de faire clairement comprendre à la classe ouvrière de quoi il s'agit au fond, de lui faire saisir que dans la lutte entre le capital et le travail les chefs de la social-démocratie ont fait un pacte de vie et de mort avec les généraux réactionnaires.

Ce n'est pas la première fois que ces chefs de la social-démocratie allemande passent au service du capital. En réalité ils ont toujours été du côté des ennemis de classe du prolétariat, quoique ce fait ne soit apparu bien en évidence que par la transformation de la démocratie bourgeoise en dictature brutale du capital.

Ces circonstances nous conduisent à revoir la tactique du front unique en Allemagne. « Rfen de commun avec les salariés de la dictature blanche ! » — Voilà ce que les communistes allemands se représentent déjà clairement et ce qu'ils doivent proclamer devant tout le prolétariat allemand.

Mais les chefs de la social-démocratie de gauche sont plus dangereux encore que ceux de droite : ils symbolisent la dernière illusion des ouvriers trompés, ils sont pour ainsi dire la dernière feuille de vigne sous laquelle se cache la honteuse politique contre-révolutionnaire de Severing, de Noske et d'Ebert.

Le Parti communiste allemand refuse d'entrer en pourparlers, quels qu'ils soient, non seulement avec le Comité central du Parti social-démocrate, mais aussi avec les chefs de la gauche, tant qu'ils n'auront pas tout au moins le courage de rompre ouvertement avec la bande contre-révolutionnaire qui s'est installée au Comité central de leur parti.

Maintenant, la tactique du front unique en Allemagne se formule ainsi : « l'union par en bas ».

Déjà, dans les premières thèses du Comité Exécutif de l'I. C. de décembre 1921, il était dit :

« Comme contre-poids au jeu démocratique des chefs mencheviks, les bolcheviks russes ont proclamé le mot d'ordre : l'Union par en bas. C'est-à-dire l'union des masses ouvrières elles-mêmes dans la lutte pratique pour les revendications révolutionnaires des ouvriers contre les capitalistes. La pratique a montré que c'était la seule véritable réponse. Et le résultat de cette tactique, qui s'est d'ailleurs modifiée selon les circonstances de temps et de lieu, a été qu'une partie considérable des meilleurs ouvriers mencheviks ont passé graduellement au communisme. »

Le Parti communiste allemand doit être capable d'appliquer ce mot d'ordre d'Unité de front par en bas. Les rangs des ouvriers restés fidèles jusqu'ici aux social-démocrates sont travaillés par une fermentation inconnue jusqu'ici. Ils voient la banqueroute de leurs chefs et cherchent de nouveaux chemins. Il n'y a donc aucune raison de se dérober à des pourparlers et à des conventions locales avec les ouvriers social-démocrates, partout où nous aurons devant nous des prolétaires honnêtes, prêts à montrer à l'œuvre leur dévouement à la révolution.

Les organes du front unique : les Comités de fabriques et d'usines, les Commissions de contrôle et les Comités d'action doivent être réunis entre eux en un réseau étroit et compact, de façon à se transformer finalement en un appareil de centralisation et de Gouvernement, de façon à incarner l'action prolétarienne pour la conquête du pouvoir.

VI. — Les tâches immédiates du Parti

L'appréciation de la situation en Allemagne dans ses traits essentiels, donnée par l'Exécutif de l'I. C. en septembre, continue à servir de base. Le caractère de la phase actuelle de la lutte, de même que la tâche essentielle du Parti restent les mêmes. Le Parti communiste allemand maintient à l'ordre du jour le soulèvement et la conquête du pouvoir. Cette question doit rester posée devant nous dans toute son ampleur, avec toute son urgence. Quelle que soit l'importance des victoires partielles remportées par la contre-révolution allemande, ces victoires ne résolvent aucun des problèmes de la crise de l'Allemagne capitaliste.

C'est pourquoi, profitant de l'expérience amassée dans les derniers mois, le Parti communiste allemand se trouve en face d'une série de tâches urgentes.

Le Parti doit organiser l'action du prolétariat contre la prolongation de la journée de travail et contre toute atteinte aux droits de la classe ouvrière. Le Parti doit lier organiquement et politiquement le mouvement des sans-travail avec le mouvement ouvrier et prévenir ainsi le grave danger d'une division de la classe ouvrière en chômeurs affamés et en ouvriers ayant encore un morceau de pain. La meilleure façon de remplir cette tâche sera pour le Parti de préparer l'action économique éventuelle, de façon que cette dernière ne soit pas uniquement dirigée contre toute diminution de salaire, mais qu'elle poursuive aussi des buts politiques sous le mot d'ordre : *du travail aux chômeurs !*

L'agitation du Parti doit rendre les masses conscientes que seule la dictature du prolétariat peut les sauver. Ce travail doit se poursuivre en même temps que la destruction politique du Parti social-démocrate, ce qui exige la formation d'organes du front unique et la claire proclamation des buts dans tous les combats partiels.

Ne se bornant pas au prolétariat industriel, l'activité du Parti doit embrasser le prolétariat agricole, les employés et les fonctionnaires, les petits paysans, la petite bourgeoisie urbaine prolétarisée. Le Parti doit diriger ses efforts vers la transformation de ces éléments en alliés de la classe ouvrière, et vers leur soumission à l'hégémonie des ouvriers révolutionnaires. Ces buts ne peuvent être atteints que par une agitation continue, par la propagande du programme économique du P. C. A., par la lutte contre les derniers représentants de l'orientation pacifiste dans les pays d'Occident, par l'affirmation du rôle national de la Révolution allemande et de la signification de l'alliance de la République soviétiste allemande avec l'Union soviétiste russe, et aussi par un travail organique patient dans les Commissions de contrôle et dans les organes analogues du mouvement révolutionnaire.

Parallèlement avec l'agitation, doit marcher le travail d'organisation intérieure du Parti et autour du Parti. Le P. C. A. ne doit pas être seulement un bon parti d'agitation, mais aussi un bon parti de combat. Il doit poursuivre sans défaillances l'armement des travailleurs et la préparation technique de la bataille décisive. Les centurions rouges doivent avoir une existence réelle et jouir des sympathies des masses ; ces sympathies ne peuvent leur être acquises que si le Parti communiste allemand est capable de prendre la direction de l'action quotidienne et de toutes les offensives du prolétariat. Ce n'est que lorsque la masse ou-

vière trouvera dans les centuries rouges des défenseurs pour ses manifestations, pour ses grèves et pour toutes ses rencontres avec les puissances bourgeoises, que ces centuries pourront compter sur l'aide des masses, tant pour l'armement et l'instruction que pour l'information sur les forces de l'adversaire.

Une condition préalable à l'accomplissement de ces différentes tâches est dans l'utilisation sérieuse de l'expérience acquise jusqu'à ce jour. Le Parti doit détruire dans son sein les derniers vestiges des illusions démocratiques, et aussi toute croyance d'après laquelle la social-démocratie ou les groupes contrôlés par elle au point de vue idéologique ou organique pourraient agir révolutionnairement. Il faut graver dans la conscience des militants que, jusqu'à la victoire de la révolution prolétarienne, le Parti communiste allemand est le seul parti de la révolte, le seul parti de la destruction du régime capitaliste, et que, dans tous les combats partiels, son travail ne sera révolutionnaire que s'il tend infatigablement à saper l'appareil gouvernemental bourgeois et s'il ne perd pas un instant de vue l'établissement de la dictature prolétarienne.

Le Parti communiste est le seul parti révolutionnaire du pays. Il est assez fort pour préparer et assurer contre tous les autres partis la vic-

toire du prolétariat. Telle doit être la conviction inébranlable de chaque membre du Parti.

Afin de parvenir à un tel état de choses, le Parti communiste allemand doit proposer l'expérience passée aux libres discussions de ses adhérents. Le Parti doit apprendre à soutenir ces discussions sans porter atteinte pour cela à ses qualités combattives. Pour arriver à la construction de toutes ses forces le Parti doit, malgré tous les obstacles, malgré sa situation illégale, porter la plus grande clarté dans toutes les questions litigieuses, en terminant la discussion à son prochain congrès.

Le maintien de l'unité du Parti est rigoureusement exigé par l'Internationale Communiste : l'Exécutif de l'I. C. convie tous les membres du P. C. A. à ne rien négliger pour que le Parti, homogène et unanime, mette à son congrès un terme à la lutte des fractions et acquière une puissance d'action chaque jour plus grande.

L'Exécutif de l'I. C. attire l'attention de tous les membres du Parti communiste allemand et de toutes les autres sections de l'I. C. sur les immenses devoirs que nous impose la crise révolutionnaire actuelle. L'Exécutif de l'I. C. est fermement convaincu que les enseignements des mois derniers ne seront pas stériles et que, sérieusement étudiés, mis à profit, ils contribueront à hâter la victoire du prolétariat.

L'Exécutif de l'Internationale Communiste.

Mac Donald au Pouvoir

Depuis le commencement du dix-huitième siècle, l'Angleterre est le théâtre d'une lutte où s'affrontent deux partis qui n'ont pas cessé de se disputer le pouvoir.

Cette opposition met aujourd'hui en présence les conservateurs et les libéraux, et il n'est pas inutile de marquer ici leurs forces respectives actuelles, telles que les précises une information du *Manchester Guardian* reproduite par la *Correspondance Internationale* du 16 janvier 1924. On y peut lire que les conservateurs ont récemment obtenu 5.360.000 voix et les libéraux 4.280.000. Le Parti conservateur dispose de 258 sièges et le Parti libéral de 158.

Dans le cadre de ces rivalités, la classe ouvrière s'est d'abord enfermée dans une conception étroite de son rôle : elle n'envisageait, en effet, que l'intérêt purement professionnel de son organisation. Elle a fini, cependant, par obéir à la nécessité d'exercer une influence politique sur le gouvernement, et, même, par déployer une immense activité pour parvenir directement au pouvoir. Une masse ouvrière prend nécessairement conscience de son intérêt : elle devient, alors, vraiment, une classe sociale. « Une classe sociale ne saurait arriver à la plénitude de son développement qu'en devenant la classe dirigeante dans la nation, et en s'emparant du pouvoir politique. Toute lutte politique est, dans son fond, une lutte de

classe. » Aux élections de 1906, les travaillistes obtenaient 42 sièges à la Chambre des Communes, et les résultats de la consultation électorale de 1923 les ont conduits, par la voie parlementaire, à l'exercice du pouvoir : ils ne disposent, cependant, que de 191 sièges, et ils n'ont recueilli que 4.500.000 suffrages.

Le fait de leur avènement au pouvoir est d'une importance considérable. Mais on a raison d'exiger des communistes, en présence de ce fait, une autre attitude que celle d'observateurs placides et confiants. Or, ce qu'il faut retenir, c'est que le succès électoral des travaillistes est le résultat d'une volonté manifestement révolutionnaire de la classe qu'ils ont appelée à l'action. Ils représentent la classe ouvrière : pour mieux dire, la classe ouvrière veut être représentée par eux en tant que classe. En particulier, il y a certainement, dans l'ensemble des suffrages recueillis par les travaillistes, ceux de la foule des sans-travail dont Norman Angell écrivait, avec quelque perspicacité : « Nous avons franchement peur de l'influence que peuvent exercer les agitateurs... Cela signifie que des idées, que nous croyons absurdes et, à première vue, insensées, exercent néanmoins une grande influence si elles agissent dans une certaine atmosphère ». On sait, d'ailleurs, que les communistes anglais ont joué un rôle considérable dans l'organisation des chômeurs. Ce

qui est important, à nos yeux, dans l'avènement au pouvoir, de Ramsay Mac Donald, c'est qu'il ouvre le conflit entre la pensée révolutionnaire des masses et l'action prochaine des chefs — je veux dire de ceux que les masses considéraient comme leurs délégués de classe. Les espoirs révolutionnaires seront déçus. Les plus graves désillusions vont peser sur le prolétariat anglais. C'est là, peut-être, une nécessité historique. C'est, tout au moins, déjà, un fait actuel.

Nous avons entendu Mac Donald déclarer, en effet, au meeting d'Albert Hall, qu'il ne ferait pas une politique de Parti. C'est habilement nous assurer, et nous n'en doutions pas, qu'il se refuse à pratiquer une politique de classe. Il n'envisage que l'intérêt général — il dit, exactement : le bien-être national, où il appelle, indistinctement, exploités et exploités. A l'heure où nous écrivons, nous ne connaissons pas le discours qu'il se propose de prononcer à la rentrée des Chambres ; mais l'on a pu recueillir les déclarations de Miss Bonfield, sous-secrétaire au ministère du Travail, et elles affectent, à l'endroit de la classe ouvrière, une franchise quelque peu brutale qui vaut, à l'égard de la bourgeoisie capitaliste, de rassurants avertissements : « Le gouvernement travailliste doit travailler pour une nation, non pour une classe, non pour un Parti ». A Glasgow, Neil Mac Léon rassure également la bourgeoisie : « Il ne faut pas perdre de vue que le gouvernement ne représente pas seulement le *Labour Party*, et qu'il ne peut pas appliquer un programme travailliste concret ».

Ce qui est encore important, à nos yeux, c'est qu'au même moment où les désillusions le gagneront, le prolétariat anglais pourra fixer ses regards sur l'exemple du gouvernement des Soviets. En Russie, on a souci, naturellement, de l'intérêt national. Mais c'est le prolétariat qui constitue la nation. L'intérêt de classe — l'intérêt du prolétariat — absorbe, ou, pour mieux dire, réalise l'intérêt national. Dans ces conditions, au lieu d'être refoulée par les déceptions qui l'attendent, la classe ouvrière se dirigera certainement vers cet exemple russe. Les communistes russes nous ont souvent rappelé qu'ils acceptaient les plus rudes épreuves avec l'espoir qu'un jour les prolétariats voisins iraient puiser, dans l'exemple qu'ils nous donnent, l'expérience et les enseignements nécessaires : la révolution russe a valeur de révolution internationale. Et c'est ainsi que les travailleurs anglais, tout naturellement, vont être appelés à marquer la différence entre l'avènement au pouvoir de Ramsay Mac Donald et la révolution russe de 1917. Il ne s'agira pas, on le comprend, d'un vain exercice de comparaison.

C'est dans des conditions particulières que les travaillistes anglais parviennent au pou-

voir. Mais aussi, c'est ce qui explique qu'ils ne se préoccupent nullement de « faire une politique de classe ». On doit insister là-dessus. Et comment pourrait-il en être autrement ? Nous avons déjà marqué que les conservateurs et les libéraux réunissent près de dix millions de suffrages contre les cinq millions de suffrages travaillistes, et 416 sièges contre 191. Il apparaît donc tout de suite que Ramsay Mac Donald ne doit le pouvoir qu'à un exercice puéril d'équilibre qui, sans doute, peut être pourvu de quelque sens à un point de vue parlementaire, mais qui, au point de vue social, n'a absolument aucun intérêt. Un Parti, en apparence dirigeant, fait ici figure, en réalité, de Parti-tampon entre les libéraux et les conservateurs. On se demande vraiment si une pareille posture convient à un Parti prolétarien. Il faut, d'ailleurs, considérer les conditions dans lesquelles Ramsay Mac Donald est parvenu au pouvoir. Or, c'est Lloyd George qui l'y a conduit. En 1919, au contraire, il appelait le capitalisme international à la lutte armée contre la République des Soviets parce que, sous l'influence de la révolution russe, de vastes mouvements révolutionnaires menaçaient l'Europe entière. Le Parti travailliste rassure donc Lloyd George et la classe qu'il défend. Le vicomte Haldane affirmait, d'ailleurs, récemment, à la Chambre des Lords, « que ses collègues n'avaient pas à s'alarmer à l'idée d'un gouvernement travailliste qui n'avait aucune intention de faire voter des lois révolutionnaires ».

Que, pour parvenir au pouvoir dans ces conditions, en méritant l'humiliante sympathie de Lloyd George, du vicomte Haldane, et, probablement aussi, de quelques-uns de ces conservateurs anglais qui, au moment de la poussée soviétique sur Varsovie méditaient de faire appel, contre le prolétariat russe, au militarisme allemand, il ne soit pas nécessaire de livrer à l'ennemi de classe les batailles de l'insurrection, c'est bien vrai. Mais que peuvent donc gagner à nous le dire les réformistes de là-bas ou d'ici ? Qu'ils dédaignent, aujourd'hui, pour lui préférer l'accolade de Lloyd George, la « tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe », c'est affaire à eux. Mais la classe ouvrière anglaise va pouvoir comprendre et juger. Entre un pouvoir qu'on reçoit et un pouvoir qu'on sait conquérir, il y a une différence profonde et immense. Les ouvriers anglais vont voir que celui-ci permet de gouverner au nom d'une classe, et que celui-là a la fragilité et l'inconsistance que traduisent, d'une part Miss Bonfield : « Le gouvernement travailliste doit travailler pour une nation, non pour une classe, non pour un Parti » — et, d'autre part, lord Grey : « Aujourd'hui, le Parti libéral peut renverser le gouvernement travailliste en s'abstenant tout simplement d'assister aux débats ».

Jean FONTANILLES.

A la veille de la Révolution (*)

A la fin de notre entretien, Stauning me transmit une lettre adressée par le parti social-démocrate et les syndicats danois à tous les partis affiliés à l'Internationale. Cette lettre, que nous publions ci-dessous, reflète d'une façon très exacte la politique des opportunistes scandinaves, dont le but était, non pas de combattre l'impérialisme, mais de panser les blessures, de remédier aux maux causés par la guerre.

Copenhague, 18 septembre 1914.

Aux partis social-démocrates et aux Centrales syndicales des différents pays.

Chers camarades,

Parmi les malheurs provoqués par l'horrible guerre actuelle, il convient de signaler l'affaiblissement notable de la communion spirituelle entre le prolétariat des différents pays. La raison en est incontestablement que la Belgique, où se trouve le Bureau Socialiste International, et l'Allemagne, où un bureau syndical analogue a son siège, sont entraînées dans la guerre et que leurs relations avec les autres pays sont ou complètement interrompues ou des plus difficiles.

Néanmoins, jugeant utile, malgré les conditions anormales où nous vivons, de donner aux camarades des autres pays quelques renseignements sur la situation au Danemark, nous envoyons à toutes les organisations centrales dont nous connaissons l'adresse la communication suivante :

Lorsque la guerre est devenue un fait accompli, nous nous sommes attachés principalement à empêcher notre pays d'y participer directement ou indirectement. Et, ce faisant, nous croyons non seulement être restés fidèles à l'esprit du socialisme international, mais avoir servi les intérêts véritables de notre patrie.

Quoique notre petit pays n'ait absolument aucune raison de participer à la guerre, nous avons dû compter avec le danger d'y être entraîné malgré notre volonté par suite de la situation géographique du Danemark qui se trouve sur la voie maritime reliant la mer du Nord et la Baltique.

La guerre nous a surpris au fort de notre campagne pour la constitution qui, depuis deux ou trois ans, concentrait toute l'attention du pays.

Les élections, qui ont eu lieu sur cette question, c'est-à-dire sur l'introduction du suffrage universel pour les deux sexes, ont donné lieu à une certaine collaboration entre la social-démocratie et la gauche radicale, collaboration qui s'explique par les défauts de notre système électoral actuel. Avec les radicaux, nous avons obtenu la majorité au Folketing et, après notre refus de participer au gouvernement, un ministère radical a été constitué. Ce ministère, dont la tâche principale était de terminer l'élaboration de la nouvelle constitution et de la faire adopter, a dû rechercher l'appui de la social-démocratie et s'est assuré également celui du parti libéral.

Après notre victoire aux élections sénatoriales, nous étions sur le point d'atteindre au but lorsque la guerre a éclaté. Vu la gravité de la situation internationale l'examen du projet de constitution a été suspendu par les conservateurs qui, avec l'appui des voix de quelques libéraux de droite, ont obtenu la majorité au Landsting et ajourné la question de la constitution jusqu'au rétablissement du calme.

Ainsi donc, pendant la guerre, le pouvoir est détenu par un ministère radical, ce qui est extrêmement favorable pour tout le pays et en particulier pour la classe ouvrière.

Autant que la social-démocratie, le gouvernement désire conserver la paix et comme, dans les circonstances

actuelles, il ne peut se maintenir qu'avec le soutien de notre fraction parlementaire, nous jouissons d'une certaine influence sur la législation, ce qui a été particulièrement précieux pour nous à cette époque difficile.

Nous avons résolu de faire tout notre possible pour que le gouvernement radical reste au pouvoir et, dans ce but, nous avons voté les crédits modérés destinés à la réalisation de certaines mesures militaires proposées par le ministère. Le total de ces crédits se monte à 10 millions de couronnes.

Nous sommes persuadés que nous avons par là grandement contribué à tenir le Danemark à l'écart de la guerre. Nous avons en même temps poursuivi notre travail pour l'élaboration et l'adoption de la constitution.

Dans le mouvement syndical, nous n'avions, par bonheur au début de la guerre que des conflits insignifiants. L'influence de la guerre n'a pas tardé à se manifester : le chômage a atteint des proportions considérables particulièrement dans les fabriques de cigares, de chocolat, le textile et la typographie. Le 23 août, nous avons fait dans toutes les organisations professionnelles une enquête sur le chômage et les questions qui s'y rattachent. Les matériaux que nous avons rassemblés ont été élaborés par le Département officiel de Statistique. Voici, résumés, les résultats de notre enquête :

Nous avons recueilli des renseignements sur 120.400 ouvriers organisés, dont 13.300 chômeurs.

Parmi ces derniers, 6.100 recevaient des secours des caisses de chômage. Les autres ne touchaient aucune subvention, soit qu'ils eussent déjà retiré tout ce à quoi ils avaient droit, soit qu'ils n'appartinssent pas à la caisse de chômage ou qu'ils n'eussent pas encore droit aux secours d'après les statuts.

Ainsi donc, le pourcentage des chômeurs au 22 août s'élevait à 11,6.

En outre, un nombre à peu près égal d'ouvriers, c'est-à-dire 13.200, ne travaillaient que partiellement. Pour permettre la comparaison, nous mentionnerons qu'à la fin de juillet et de l'année courante, la proportion des sans-travail était de 3,7, et à la fin d'août 1913, de 3,8.

Durant et après notre enquête, nous avons entrepris différentes démarches pour diminuer autant que possible le chômage et fournir une aide aux sans-travail ainsi qu'aux familles dont les soutiens étaient appelés sous les drapeaux.

Nous avons réussi à obtenir pour ces dernières une allocation hebdomadaire de 7 couronnes, allocation pouvant aller jusqu'à 15 couronnes selon le nombre des enfants.

Ces subsides sont payés par les communes, auxquelles le gouvernement rembourse les deux tiers des sommes ainsi dépensées. Ils se montent au total à environ 2 millions de couronnes par mois.

Pour le soutien des sans-travail organisés, les caisses de chômage, auxquelles le gouvernement et les communes délivrent des subsides, nous ont été d'un secours précieux. Au cas où un chômeur n'a pas droit à l'allocation, soit parce qu'il a déjà reçu tout ce qui lui revient, soit parce que la caisse est épuisée, il lui est accordé sur les fonds municipaux un secours extraordinaire égal à celui qui est délivré par les caisses de chômage et variant, selon les professions, de 6 à 14 couronnes par semaine. La majorité des sans-travail reçoit plus de 10 couronnes.

En outre, nous avons soutenu les mesures propres à développer les exportations du Danemark ainsi que l'importation du charbon et des autres objets de première nécessité : nous avons pris une part active aux commissions pour la réglementation des prix et de la réquisition de certains entrepôts, à l'organisation de collectes pour les nécessiteux et les affamés, etc.

Ainsi donc, nous avons, à notre avis, fait tout ce qui

(*) Voir les numéros 52 et 1, 2, 4, 6.

était possible dans les circonstances actuelles pour soutenir les forces physiques et morales de la population ouvrière danoise pendant la crise provoquée par la guerre. Pour être à même de défendre avec succès les intérêts du prolétariat partout où cela est nécessaire, nous avons depuis longtemps élu une petite commission composée de membres de nos centrales politiques et professionnelles.

Ce n'est pas pour provoquer une grande action publique du prolétariat international que nous nous adressons à nos camarades des autres pays. Pour cela, le temps n'est pas encore venu. Ce n'est pas non plus le moment d'instituer des débats internationaux sur l'essence de la question. Nous estimons simplement que la communion spirituelle entre les ouvriers des différentes nations ne doit pas être interrompue du fait que les gouvernements ont provoqué la guerre européenne, dont nous avons toujours dit qu'elle peserait constamment, comme une menace, sur les pays civilisés tant que ne cesserait pas la course funeste aux armements terrestres et maritimes.

La guerre a éclaté, c'est là un fait profondément déplorable. Mais il ne faut pas oublier que, dans tous les pays, nos camarades, jusqu'au dernier moment, se sont efforcés de la prévenir. Et c'est là le gage qu'à la fin de la guerre, les prolétaires réussiront de nouveau à s'unir pour l'action commune en vue de leurs intérêts communs.

Cette union sera nécessaire. De quelque façon que se termine le conflit européen, l'exploitation capitaliste subsistera intégralement après cette guerre qui, dans tous les pays, belligérants ou neutres, a mis à nu le développement effréné de la spéculation capitaliste.

Étant donné la nécessité de notre collaboration après la guerre, il convient de veiller maintenant à ce que la liaison internationale des ouvriers ne soit pas interrompue. Quelques bouleversements que doive entraîner la guerre, elle contribuera vraisemblablement dans une forte mesure à répandre et à renforcer la volonté de paix parmi les masses populaires. Il est à présumer que, instruits par les ravages et les hécatombes qu'elle aura causés, nombre de travailleurs, qui auparavant étaient hostiles ou indifférents à nos idées, deviendront plus accessibles à la propagande socialiste. C'est pour quoi nous devons, d'ores et déjà, nous préparer à développer le plus possible notre agitation après la guerre.

Afin de contribuer pour notre part au maintien de la liaison internationale, nous avons cru devoir envoyer aux camarades des autres pays cette communication que nous avons rédigée en allemand, en français, en anglais et, pour les pays scandinaves, en danois.

Nous espérons que tous les pays neutres réussiront à conserver la paix et à organiser l'aide nécessaire au soulagement des maux de la guerre. Nous espérons que nos camarades des pays belligérants, malgré les terribles épreuves qu'ils ont à supporter, conserveront intacts leurs convictions socialistes et leurs sentiments de fraternité internationale. Surtout, nous espérons que la guerre prendra bientôt fin, qu'elle se terminera de façon à assurer le libre développement de chaque nation et qu'ainsi, nous pourrions continuer à répandre nos idées et assister à une nouvelle progression de la civilisation.

Salut socialiste.

Pour le parti social-démocrate danois :

T. STAUNING.

Pour l'union des syndicats danois :

KARL MADSEN.

Le 17 janvier 1915 s'ouvrit la conférence socialiste internationale de Copenhague. La Suède y était représentée par Branting et Stroem, la Norvège par Knudsen, la Hollande par Troelstra et un rédacteur dont j'ai oublié le nom, le Danemark par Stauning. Les autres pays avaient refusé d'y participer. Les séances eurent lieu à huis clos. Aucune divergence de vues essentielles ne se manifesta entre les délégués. Il est vrai que Troelstra et Stauning étaient germanophiles, alors que les sympathies de Branting allaient à la France et celles de Knudsen à l'Angle-

terre, mais dans ces conditions il n'était pas difficile de s'entendre. Après une session de deux jours, la conférence adopta entre autres la résolution suivante :

RESOLUTION DE PROTESTATION CONTRE L'ACTE DE VIOLENCE COMMIS EN RUSSIE

La Conférence social-démocrate de Copenhague a appris que cinq membres de la Douma d'Empire, qui s'étaient réunis en vue de rédiger un rapport pour la présente Conférence, ont été de ce fait arrêtés. La Conférence exprime sa sympathie à ces cinq camarades et proteste énergiquement contre un tel traitement à l'égard des représentants légitimes de la classe ouvrière.

Où les délégués avaient-ils pris que notre fraction parlementaire se disposait à leur présenter un rapport, je ne saurais le dire. Nous leur avions proposé à ce sujet une résolution, mais ils ne l'acceptèrent pas et préférèrent en composer une eux-mêmes.

Presque à la même époque avait lieu à Londres une autre conférence : celle des socialistes des pays de l'Entente (France, Angleterre, Belgique), à laquelle participaient quelques vagues représentants russes. Se référant soi-disant au passé de l'Internationale, cette conférence, tout en reconnaissant que la guerre européenne n'était que la lutte de deux impérialismes, prenait sous sa protection celui des deux qui se trouvait en état de « légitime défense ». L'« agression » de l'impérialisme allemand contre la France et la Belgique avait amené ces socialistes à se ranger du côté de « leurs » capitalistes. L'élite de la II^e Internationale était pour la « défense de la patrie ». Les représentants des partis socialistes des pays de l'Entente s'étaient attelés au char de la guerre et n'hésitaient nullement à entrer dans des ministères archi-bourgeois. Seul, le parti socialiste italien faisait exception : dès le début il avait adopté résolument la plate-forme de la lutte contre la guerre et contre tous ceux qui la préconisaient.

Inutile de dire que les gouvernements de l'Entente se firent un plaisir de répandre les résolutions de la conférence de Londres.

D'ailleurs, tous les réactionnaires, fripons et spéculateurs qu'enrichissait le carnage ne se faisaient pas faute d'exploiter les noms et les interventions des leaders de la II^e Internationale qui, dans la guerre, s'étaient rangés aux côtés de leurs gouvernements respectifs.

Les socialistes des Empires centraux rivalisaient d'ardeur avec leurs confrères des pays de l'Entente et incitaient les prolétaires à « défendre » leur patrie et à s'exterminer les uns les autres. Le chauvinisme triomphait sur toute la ligne. Les capitalistes pouvaient s'enorgueillir de leurs socialistes.

Les social-chauvins, laquais de la bourgeoisie

Après la conférence socialiste de Copenhague, je retournai à Stockholm. J'y rencontrai quelques personnes arrivées de Russie, où elles avaient transmis de ma part des renseignements à notre organe central, *Le Social-Démocrate*. Je me mis à renforcer le groupe des ouvriers bolcheviks de Stockholm et à apprendre à quelques prolétaires les méthodes d'emballage, d'expédition et de transport illégales de la littérature.

Les camarades de Pétrograd ne faisaient preuve d'aucune initiative dans l'organisation de la liaison

et l'envoi des informations à l'étranger. Quant à mon action personnelle, elle était fortement entravée par l'absence de ressources. Les envois par courriers spéciaux revenaient très cher ; or, je n'avais ni argent, ni espérance d'en recevoir. Il me fallait recourir à des moyens de fortune, ce qui était tout à fait insuffisant.

Avec 500 roubles par mois, j'aurais pu fournir toute la littérature désirable à nos organisations ouvrières de Russie et entretenir des communications mensuelles régulières avec tous les points du pays. Mais je n'avais même pas cette misérable somme, ce qui paralysait tout mon travail.

En février, je reçus la visite d'un étrange individu qui se présenta à moi comme un ex-bolchevik, Finlandais d'origine, du nom d'Enotaïevsky. Les camarades de Péetrograd lui avaient soi-disant parlé de moi à cœur ouvert et il était venu me « convaincre » de la fausseté de notre tactique. Patriote ardent, il collaborait au *Sovremionny Mir* de Iordansky, croyait fermement à la victoire de la Russie, etc. L'importance et la vantardise de cet homme étaient sans bornes. Aussi fus-je extrêmement content lorsqu'il me débarrassa de sa présence. Comme je pus le vérifier dans la suite, tous ses racontars n'étaient qu'un tissu de mensonges et jamais aucun camarade de Péetrograd ne lui avait donné de commission pour moi.

Mon action à Stockholm m'avait amené, les premiers temps, à faire connaissance d'une série de militants finlandais, esthoniens, sionistes, qui s'étaient occupés autrefois de propagande révolutionnaire en Russie, mais qui, depuis la guerre, semblaient fonder leurs espérances sur le grand état-major allemand. Un Esthonien, du nom de Kes-koula, qui me présenta des lettres de recommandation du groupe social-démocrate esthonien de Suisse, m'offrit par l'intermédiaire de plusieurs personnes des fonds, des armes et tout ce qui était nécessaire pour le travail révolutionnaire en Russie. Les personnes et les moyens proposés semblaient parfaitement sûrs. Mais, toujours sur mes gardes, je fis une enquête qui me permit d'établir que j'avais affaire à des agents déguisés du militarisme allemand, et je repoussai leur offre.

J'avais d'ailleurs pour règle de refuser catégoriquement toute proposition tant soit peu suspecte. Avant mon départ pour le Danemark, j'avais donné au secrétaire de notre groupe bolchevik à Stockholm, Bogrovsky, et à tous les camarades affectés à l'expédition de la littérature, l'instruction formelle de n'accepter d'argent de qui que ce fût, sauf des organisations du parti suédois.

Pendant ce nouveau séjour en Suède, j'étais que la police russe avait une agence à Stockholm. Nos organisations, ainsi que certaines personnes privées, étaient l'objet d'une surveillance active. Notre correspondance était décachetée et ainsi, malgré toutes ses préventions contre la Russie, la police suédoise secondait la Sûreté russe. Je mis Branting au courant ; il s'adressa au Ministre de l'Intérieur, qui, naturellement, l'assura que la police « officielle » était en dehors de l'affaire, mais qu'il ne pouvait répondre des bureaux d'espionnage privés.

Après avoir arrangé les affaires du groupe, je résolus de partir pour Christiania, où l'on était moins surveillé, où la vie était bien meilleur marché (ce qui avait pour moi grande importance, car j'étais au bout de mes ressources) et où j'espérais, en outre, me procurer du travail dans une usine quelconque.

Je trouvais le pays d'Ibsen revêtu de sa somptueuse parure hivernale. Les collines boisées, poudrées de blanc, étinçelaient sous les rayons du soleil de mars.

Les forêts profondes avec leurs arbres innombrables étaient comme un royaume de neige immaculée baignant dans la paix infinie de la nature septentrionale.

Resserrée entre des collines, la capitale de la Norvège s'étend sur le rivage d'un fjord libre de glace toute l'année. La nuit, du sommet du Holmenkollen, on avait sur la ville une vue merveilleuse. Des milliers de lampes électriques scintillaient dans le lointain nocturne, formaient comme une voie lactée dans la plaine, s'épachaient progressivement au flanc des montagnes et allaient se confondre avec les étoiles.

Les camarades norvégiens m'accueillirent aimablement. Des membres du C.C., seul, Vidness, rédacteur du *Social-Démocrate*, connaissait les langues étrangères. Le parti social-démocrate norvégien était un peu plus « à gauche » que les autres partis scandinaves. Dans la question de la guerre, le C.C. adoptait la plate-forme internationaliste et défendait la neutralité de son pays, mais penchait souvent vers l'anglophilie. Les « jeunes » social-démocrates étaient solidaires de leurs camarades suédois. Avant également leur organe, *La Lutte de classe*, ils combattaient la guerre, mais tombaient parfois aussi dans un pacifisme vague et nuageux.

Contrairement à mon attente, il me fut impossible de me procurer du travail à Christiania. Fortement atteinte par la guerre, l'industrie ne commençait alors qu'à se relever de sa crise; en outre, j'étais notablement infériorisé par mon ignorance du norvégien. Pourtant, il me fallait à tout prix trouver un gagne-pain. Je résolus alors de me rendre en Angleterre. J'avais déjà un passe-port « étranger » qui m'avait été délivré au consulat français de Stockholm. Non sans peine, j'obtins le consentement de la direction de notre parti à l'étranger. M'étant procuré l'argent nécessaire au voyage, j'allai trouver le consul anglais. Mon air convenable et les nombreux certificats d'usines françaises que je lui présentai lui inspirèrent confiance et, après avoir perçu les frais de chancellerie, il apposa son visa sur mon passe-port français. Je pris également à tout hasard mon passe-port russe qui remontait à 1907, et, au début d'avril, je me mis en route.

A. CHLIAPNIKOV.

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'Humanité, 142, rue Montmartre ;

2° Tout ce qui concerne la rédaction du Bulletin Communiste au camarade Souvarine, même adresse.

L'Opinion des Militants

Nous sommes très en retard pour la publication des lettres intéressantes envoyées au Bulletin, bien que nous fassions effort chaque semaine pour en caser plusieurs. (Comme c'est facile, avec les articles immenses que l'actualité nous impose d'insérer.)

Voici une lettre du camarade Moreau, de la Loire-Inférieure ; elle était dans nos cartons depuis... deux mois, mais elle n'a rien perdu de son actualité. Qu'on en juge.

Je crois qu'il est bon de vous faire part des quelques réflexions suivantes :

Sans vouloir faire d'affirmation péremptoire, je veux vous dire ce que je crois exister parmi la plupart des militants.

Est-ce lassitude ou désarroi ? — Les deux peut-être.

Oui, je crois qu'il y a lassitude. Non pas lassitude d'enthousiasme, de conviction et de dévouement au Parti ; mais lassitude intellectuelle par suite de l'abondance et de la multiplicité des problèmes à étudier, aussi bien que de la longueur des exposés qui en sont faits dans les différents organes du Parti et de la C.G.T.U.

En effet, à peu près tous les écrivains de la classe ouvrière semblent avoir fait gageure entre eux, à qui noircira le plus de papier. Loin de moi la pensée de trouver que tout ce qu'ils écrivent n'est pas intéressant, au contraire, mais on devrait bien tenir compte que nous, travailleurs, n'avons pas le temps matériel de lire et approfondir les innombrables colonnes massives, qu'on nous envoie sans arrêt, tous les jours, toutes les semaines, et qui sont de plus en plus interminables.

Voyons : quand nous avons travaillé huit heures par jour, souvent dix, il nous faut lire au moins l'*Humanité* ; pour connaître le venin bourgeois, il faut au moins lire un de leurs journaux, soit deux heures de lecture régulièrement chaque jour.

Oui, mais voilà le samedi qui vient. Un militant ne peut se dispenser de lire la *Vie Ouvrière* avec le bulletin de l'I.S.R. ; un agriculteur, comme l'est votre serviteur, ne peut se dispenser de lire la *Voix Paysanne*, plus le journal interfédéral, souvent aussi le journal des dissidents (c'est, en province, indispensable).

La *Correspondance internationale* est encore à lire. Puis voici l'indispensable *Bulletin Communiste* ; c'est vingt-quatre pages de texte serré, bourré, souvent très indigeste pour un ouvrier. C'est au moins quatre heures d'attention soutenue à y consacrer ; total pour la semaine : quelque dix heures de lecture indispensable. Sans compter les brochures, les thèses, les rapports et toutes les occupations qui assiègent d'autre part le militant et le syndiqué : réunion ici et là, correspondance, journaux, littérature corporative, etc. Eh bien, il faut le dire franchement, c'est trop !

Je ne suis, pour ma part, nullement étonné que vous ne receviez que quelques réponses sur un sujet qui est pourtant éminemment primordial et intéressant. Mais le soldat communiste

peut se dire, voyant l'amas colossal de littérature qu'on lui demande de s'assimiler, que, lui, n'en demande pas tant, au contraire, qu'il recule effrayé devant ce qui se produirait s'il se mettait lui-même à écrire !

Combien de fois ne m'arrive-t-il pas de voir chez des camarades des paquets de journaux dont la bande n'est pas déchirée ? C'est déplorable, mais c'est un fait. C'est une constatation sincère de ma part, car je m'efforce de tout lire et je déclare franchement que c'est intéressant et nécessaire ; mais beaucoup de camarades n'ont peut-être pas la même compréhension de cette nécessité. Et, en vérité, le fait brutal est celui-ci :

Ils sont plus que touchés par la littérature communiste, ils sont écrasés !

Et comme conséquence pour beaucoup de nos adhérents, c'est le désarroi devant une telle abondance de littérature. Et la réflexion connue, que l'on entend répéter très souvent : « Le Parti communiste est un parti pour les types calés », montre bien le défaut initial du sommet.

Le remède : il faudra absolument que les dirigeants et les écrivains du Parti s'habituent à condenser leurs écrits, leurs pensées, à rechercher la phrase lapidaire qui sait résumer un exposé tout en lui gardant sa clarté et sa valeur.

Il faut que les dirigeants du Parti se rendent compte que les adhérents n'ont pas qu'à lire, mais au contraire que c'est un travail supplémentaire qu'on leur inflige. Qu'ils soient plus brefs, plus attachants, tout en restant aussi instructifs.

Voilà quelles sont les réflexions que je vous soumets puisque, dites-vous, vous sentez le besoin d'explications entre nous, voire de critiques. C'est pour le bien commun, c'est-à-dire du Parti, que je les risque.

Les observations du camarade Moreau sont profondément justes et elles traduisent l'opinion de tous les militants ouvriers qui nous lisent.

Oui, nous ne savons pas mettre à la portée des travailleurs, dans des textes simples et clairs, les questions complexes du moment. Pour notre part, nous nous y efforçons personnellement, mais peut-être n'y réussissons-nous pas toujours ; du moins ne peut-on pas dire que nous négligions cet aspect de la question. Car c'est un de nos principaux soucis que d'écrire court et le plus clairement possible.

Nous ne cessons de prêcher à nos collaborateurs le soin de leur forme, de leur style. Les ouvriers qui nous lisent ont le plus souvent du mal à nous suivre ; il faut s'ingénier à leur faciliter la lecture ; or, combien de camarades prétendent se moquer du style, prétendant que c'est le fond qui importe : ils se trompent lourdement, car si le fond est dissimulé sous une broussaille de barbarismes, peu de lecteurs s'acharneront à le découvrir.

Mais il y a plus. Ecrire court, cela exige

beaucoup de temps : si le directeur de ce Bulletin pouvait y consacrer la majeure partie de sa journée, il pourrait raccourcir, épurer, clarifier les textes ; mais le moyen de faire ce travail quand on est accablé de toutes sortes d'autres besognes ? Il faut y songer, camarades : vos principaux militants plient sous le fardeau de leurs tâches, et il est grand temps de les soulager. Si l'on ne répartit pas mieux le travail, il sera mal fait. Les professionnels du dénigrement feraient bien de montrer ce dont ils sont capables, au lieu de harceler des camarades qui font dix fois plus de besogne qu'ils n'en devraient faire pour bien s'en tirer...

On demande des collaborateurs, des remplaçants, des successeurs... Montrez-vous, les nouveaux ! Vous serez accueillis à bras ouverts.

*
**

Le camarade Gauvain nous a écrit, à propos du Congrès de Lyon, un court article qui aurait passé plus tôt... si nous avions trouvé la place.

Le voici, avec tout son intérêt.

Voilà un congrès qui laisse l'impression de s'être livré à un travail utile.

Rechercher les éléments aptes à former les cadres d'un grand parti de révolution, favoriser l'éducation ordonnée de ces éléments et dresser, façonner ceux-ci en vue d'obtenir d'eux une action unique, cohérente, précise, nettement déterminée, cela constitue une œuvre de préparation révolutionnaire de premier ordre.

Combien nombreux sont les militants obscurs qui croupissent dans une inaction quasi totale du fait de leur isolement et qui possèdent de merveilleuses qualités latentes ? Le nouveau C. D. se devra de les sortir de l'oubli où ils se trouvent ; il devra élargir leurs aptitudes naturelles, grossir le bagage documentaire de chacun d'eux, les doter de connaissances solides et en faire des recruteurs et des instructeurs avertis.

Il faudra, pour que disparaissent de nos discussions certains motifs oiseux, que l'on devienne plus réalistes que par le passé, que l'on sache mettre à profit, pour la révolution, toutes les circonstances, tous les faits, tous les facteurs, sans avoir à se demander si on est *anti* ceci ou *anti* cela.

Que valent ces qualificatifs dont se plaisent à se couvrir certains camarades : *anti-électorale*, *anti-intellectualiste*, *anti-centraliste*, etc. ? Où cela commence-t-il et où cela prend-il fin ?

La vérité, c'est que nous devons tirer de l'*électorisme*, de l'*intellectualisme*, du *centralisme*, etc., le maximum de ce qu'ils peuvent donner dans le sens de la révolution. Repoussons toute idée d'absolu, disons-nous que tout est relatif et que la bonne méthode consiste à rechercher et à prendre, là où ils se trouvent, les meilleurs éléments de combat révolutionnaire.

La vieille éducation social-démocrate, issue, en ligne directe, de l'éducation bourgeoise et, souvent, bien pensante, fait de la plupart d'entre nous des victimes de cet absolu qui engendre une morale dont les influences encombrant la voie de la révolution.

Les mœurs, la morale bourgeoises ont engendré la loi bourgeoise. La propriété individuelle et son corollaire : l'exploitation de l'homme par l'homme, tiennent du respect de la propriété d'autrui que l'éducation bourgeoise a inspirée aux individus. La loi bourgeoise elle-même ne tient que du prestige du gendarme. Rompre avec tout ce qui nous vient, socialement, de la bourgeoisie : éducation, enseignement, coutumes, c'est à quoi doivent s'appliquer tous ceux qui veulent servir librement la révolution.

C'est leur éducation bourgeoise, pure de toute déformation révolutionnaire, qui a fait de tous les social-démocrates internationaux, des traîtres aux décisions d'Amsterdam, des socialistes de guerre, des piliers de la société capitaliste, des organisateurs de la contre-révolution, des assassins du prolétariat, ainsi qu'elle a fait des lâches de ceux qui les ont suivis.

La maladie ouvriériste de quelques-uns de nos camarades et la phobie de l'intellectualisme qui en découle sert quelquefois de justification à leur paresse.

N'ai-je pas entendu, dans un dernier congrès fédéral, un camarade, pour lequel j'ai néanmoins beaucoup d'estime, proclamer, dans une discussion sur le front unique et à propos de la « Maladie infantile du communisme », où des éléments de justification étaient puisés, que ce n'était pas avec les livres que l'on ferait la révolution !

Les livres, s'ils ne nous servent pas à faire la révolution, servent à faire de ceux qui les lisent avec attention des révolutionnaires plus avertis que ceux qui ne les lisent pas.

Les livres, quand ils sont judicieusement choisis, nous apportent des éléments d'information, des enseignements, des connaissances qui accroissent nos forces de combativité et diminuent d'autant notre vulnérabilité dans l'action.

Que les camarades français lisent « 1905 », de Trotsky : qu'ils lisent et relisent *A la veille de la Révolution*, de Chliapnikov, et ils se trouveront bien petits en comparaison des géants russes ; et s'ils sont réellement épris de sentiments révolutionnaires ils sauront ce qu'ils ont à faire pour devenir grands.

Le nouveau C. D., s'il ne manque pas à ses engagements, fera de notre Parti une section vivante de la 3^e Internationale.

Puisse la conclusion optimiste de Gauvain se trouver justifiée dans les faits, et le nouveau C. D. répondre à ses espérances.

*
**

Florimond Bonte, du Nord, nous a écrit il y a une quinzaine à propos de notre article sur la situation du Parti bolchevik : La discussion vue de France. (B. C., n° 6.)

Citons d'abord sa lettre :

J'ai lu et relu ton article du *Bulletin* sur le « Cours nouveau » du Parti bolchevik. Je n'ai qu'un regret : c'est que tu ne l'aies pas écrit deux mois plus tôt. Il aurait aidé les camarades à se retrouver dans les discussions de nos camarades russes. Il faut, en effet, pour bien comprendre le problème que nos amis ont à résoudre, un certain minimum de connaissances de la situation économique de la Russie.

Il semble, au premier abord, que le problème soit d'ordre purement technique et ait trait à des

questions d'organisation, de comptabilité, de frais généraux, de productivité du travail, de fonds de roulement, d'exportations et d'importations, de concentration plus ou moins rationnelle de l'industrie.

S'il n'était que cela, il aurait été rapidement résolu et autour de lui ne se seraient pas engagées des discussions vives et passionnées.

Cette réorganisation peut-elle se faire dans le cadre actuel de la Nep ? N'y a-t-il pas lieu, si l'on veut avant tout améliorer la condition matérielle des masses, d'y apporter quelques correctifs ?

L'acquisition d'une place grandissante sur le marché mondial ne nécessite-t-elle pas une nouvelle adaptation de la Nep, c'est-à-dire quelques concessions au capitalisme international ?

Hier soir, un camarade ouvrier de Roubaix me posait cette question : Les Soviets de Russie ne vont-ils pas être forcés, à cause de la situation politique et économique de l'Europe occidentale et des relations diplomatiques nombreuses qu'ils vont entretenir avec des Etats capitalistes qui les reconnaissent, de faire un nouveau bond, de donner un nouveau coup de barre à droite ?

N'est-ce pas là qu'il faut chercher le nœud de la question qui agite les camarades de la section russe ? Mon interlocuteur n'a-t-il pas exprimé l'état d'esprit d'un grand nombre de militants qui ont soif de renseignements et de documentation ?

Les bolcheviks sont des politiques réalistes. Ils comprennent le langage de l'opportunité et non de l'opportunisme. Ils sauront résoudre leurs graves problèmes au mieux des intérêts de la Révolution mondiale.

Néanmoins, je crois indispensable, maintenant que le *Bulletin* a bien situé le débat, que chaque militant relise les quelque vingt-cinq articles déjà parus sur ce sujet et fasse part à sa section de ses diverses observations.

Si les fédérations, dans leurs comités, mettaient à l'étude le « Cours nouveau » du Parti bolchevik, il ne pourrait en résulter pour nous que de grands avantages. Le niveau de culture générale marxiste s'élèverait rapidement. Cela habituerait les membres du Parti à s'évader de leur petit coin et à envisager les problèmes politiques sous leur vrai jour. Cela les forcerait à étudier, à lire, à comparer, en un mot à employer la méthode léniniste.

Voilà qui pose tout à fait sérieusement le problème. Les camarades dont Florimond Bonte se fait l'interprète se demandent s'il n'est pas temps d'apporter des correctifs à la Nep, de donner un nouveau coup de barre, etc.

La question est déjà posée, tant en Russie qu'en Allemagne. Comme nous l'avons expliqué, la discussion a commencé pour ainsi dire par la fin (le régime intérieur du Parti) et a fini par le commencement (la politique économique). Ce n'est pas la première fois que le phénomène se produit. Et c'est au moment où la discussion se terminait que la Nep a été mise sur le tapis.

Nous avons signalé que certains éléments d'opposition préconisent un élargissement des importations pour faire concurrence à la production nationale et la contraindre à baisser ses prix. (C'est le point de vue nouveau d'Osinsky, de Piatakow, de Radek et c'est depuis longtemps celui de Krassine). Nous sommes,

quant à nous, absolument opposé à cette manière de voir, selon laquelle une brèche serait ouverte dans le monopole du commerce extérieur, c'est-à-dire dans une des digues qui protègent l'économie soviétique des infiltrations du capitalisme. La thèse, d'ailleurs, n'a aucune chance de succès.

D'autres éléments d'opposition, apparentés à l'ancienne opposition ouvrière, réagissent surtout contre certains aspects extérieurs « négatifs » de la Nep : les manifestations de luxe, par exemple. Ce n'est pas là non plus un courant important.

La question ne prend de l'ampleur que si on la rattache à l'échec du mouvement révolutionnaire allemand en Octobre-Novembre, et si l'on veut considérer cet échec comme un signe d'arrêt de la Révolution et de consolidation du capitalisme. C'est de cette façon qu'en Allemagne, Brandler, par exemple, considère la situation.

Or, nous ne voyons, quant à nous, aucune raison décisive d'interpréter la retraite d'Octobre comme le point de départ d'une nouvelle ère de stabilisation du régime. Au mois d'août, personne dans l'Internationale n'attendait une révolution allemande dans le délai d'un trimestre. Les événements ont surpris tout le monde, y compris les communistes qui ont dû improviser pour parer aux éventualités. Mais si l'éventualité espérée ne s'est pas produite, ce n'est pas une raison suffisante pour considérer comme fausses les perspectives que nous avions envisagées avant de nous attendre à l'accélération soudaine du mouvement.

Ces perspectives ont été définies au 3^e Congrès mondial et confirmées au 4^e. Le rapport de Trotsky a reçu l'approbation unanime de l'Internationale, y compris la nôtre que nous lui maintenons. Certes, c'est le devoir permanent des communistes que de reviser leur ligne de conduite si des données nouvelles permettent de croire à un changement sérieux de la situation ; comme l'écrit justement Florimond Bonte, il s'agit là d'opportunité, et non d'opportunisme ; Lénine a été bien souvent traité d'opportuniste, d'homme de droite, par des nigauds qui ne comprenaient rien à sa tactique ; mais tant que nul n'aura établi sérieusement une thèse démontrant une consolidation du capitalisme, rien ne nous incite à reviser les thèses de nos Congrès internationaux.

Pour ce qui est de la Nep, notre avis est que rien de probant n'a été dit pour une révision des principes qui la définissent, pour l'excellente raison que la « Nep » est très loin d'avoir reçu sa pleine application, et que c'est seulement une véritable application de la Nep qui nous instruira sur la nécessité de la réviser ou non. Jusqu'à présent, la prudence commandait de ne réaliser cette politique qu'avec force précautions. Mais à cause de cela précisément, on ne peut pas dire encore qu'elle est insuffisante. Trotsky, au 4^e Con-

grès, a montré qu'en fait, un nombre infime de concessions au capital étranger a été fait ; c'est un bon argument contre les défaitistes de la révolution qui prétendent que le régime soviétique a capitulé devant le capital ; mais ce n'est pas un argument en faveur de la Nep puisqu'il consiste, au fond, à prouver qu'on n'en a usé que très peu, de cette Nep qui a été décidée dans l'intérêt de la Révolution. Nous estimons que la Nep est une bonne politique et qu'il faut l'appliquer. C'est seulement une pleine application, conduite avec l'habileté nécessaire, qui démontrera si la Nep est suffisante ou non, et dans quelle mesure.

**

Les camarades Rieu et Michel Marty nous écrivent en commun pour nous poser une série de questions relatives au « cours nouveau » du Parti russe.

Nous y répondrons très volontiers :

1° Que proposent, d'une part la majorité, d'autre part l'opposition, pour augmenter la proportion d'ouvriers dans le Parti ? (Cette proportion n'étant aujourd'hui que d'un sixième.)

R. — Cette question n'a pas divisé le Parti. Tout le monde s'est mis d'accord pour reconnaître la nécessité de renforcer le noyau prolétarien, sans préconiser de méthodes caractérisant des tendances. Nous avons exposé le point de vue de Steklov sur le besoin d'une nouvelle « semaine du Parti » et celui d'un contradicteur. La XIII^e Conférence a décidé d'entreprendre une campagne qui durerait trois mois, avec l'objet d'attirer au Parti cent mille ouvriers travaillant à l'établi. La mort de Lénine a produit une telle commotion dans le prolétariat que les adhésions ont surgi de toutes les usines, spontanément et collectivement, et que les cent mille nouveaux membres recherchés seront trouvés non en trois mois, mais en trois semaines. En effet, la dernière Pravda reçue, datant d'il y a une dizaine de jours, annonçait à cette date 81.000 adhésions. On peut donc considérer qu'à l'heure où paraît ce Bulletin, les cent mille prolétaires travaillant à l'atelier sont dans les rangs du Parti.

2° La participation à la Direction par la nouvelle génération n'introduira-t-elle pas les germes de déviation du point de vue de classe ? (Les leaders de la nouvelle génération étant la plupart des étudiants.)

R. — La question n'est nullement posée d'introduire la « nouvelle génération » dans la Direction. La lettre de Trotsky, publiée ici, ne dit rien de tel. Il n'est pas exact que des étudiants soient « leaders » de la nouvelle génération et quant aux étudiants, on ne doit pas oublier que tous les jeunes gens du Parti envoyés aux facultés et universités ouvrières sont des ouvriers ou des paysans pau-

vres, et non des bourgeois. Cette espèce d'étudiants n'existe qu'en Russie.

3° La Nep et ses dangers peuvent-ils permettre le relâchement de la Dictature ?

R. — Personne, dans le Parti russe, n'a proposé ce relâchement. La discussion a roulé exclusivement sur le régime intérieur du Parti.

4° Le remplacement de la « vieille garde » n'entraînerait-il pas la révision du Léninisme ?

R. — Personne n'a proposé ce remplacement, ni à plus forte raison cette révision. Relire la lettre de Trotsky parlant de la « vieille garde ».

5° Que pensent un ouvrier et un paysan russes des critiques contre la « vieille garde » ?

R. — Cela dépend évidemment... de quel ouvrier et de quel paysan il s'agit. Et aussi de quelles critiques il est question. Si nos correspondants font allusion à la lettre de Trotsky, pour prendre un exemple concret, nous n'y avons pas vu des « critiques contre la vieille garde », mais contre la bureaucratie, ce qui n'est pas la même chose.

6° Le remplacement du Comité central par des camarades de l'opposition, divisés en divers courants, ne ferait-il pas obstacle à l'homogénéité nécessaire du C. C. ?

R. — Personne n'a proposé ce remplacement. Au contraire, les leaders de l'opposition ont déclaré voter pour le C. C. actuel, et n'avoir lutté que pour faire prévaloir leurs conceptions particulières.

Il y a encore une septième et dernière question sur la ligne politique de l'Internationale. Nous y répondrons en traitant spécialement le sujet.

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'Humanité

Le Gérant : VANDEPUTTE.

TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉSIMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, directeur.